



ALLER DE L'AVANT

TROISIÈME TRIMESTRE

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT
LE 30 SEPTEMBRE 2013



UNE EXPERTISE INTERNATIONALETM
UN ENGAGEMENT HUMAIN

SEMAFO (la « Société ») est une société minière canadienne menant des activités de production et d'exploration aurifères en Afrique occidentale. La Société et ses filiales exploitent actuellement deux mines d'or : la mine Mana au Burkina Faso et la mine Kiniero en Guinée. SEMAFO s'est engagée à agir consciencieusement par le biais de la mise en valeur responsable de sa propriété à fort potentiel Mana. La priorité stratégique de SEMAFO consiste à maximiser la valeur pour ses actionnaires par la gestion efficace de ses actifs existants et la recherche d'occasions de croissance organique et stratégique.

Le présent rapport de gestion offre une analyse qui permet au lecteur d'évaluer les variations importantes de la situation financière et du résultat opérationnel pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2013 comparativement aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion, daté du 12 novembre 2013, sert de complément et de supplément à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés (non audités) (les « états financiers ») au 30 septembre 2013. Nos états financiers et ce rapport de gestion sont destinés à fournir aux investisseurs une base raisonnable pour l'évaluation de notre résultat opérationnel et de notre performance financière.

Nos états financiers ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »). Toutes les valeurs monétaires figurant dans ce rapport de gestion sont exprimées en dollars américains, sauf indication contraire.

Le présent rapport de gestion renferme des énoncés prospectifs. Il convient de porter une attention particulière aux facteurs de risque qui sont exposés aux sections « Risques et incertitudes » et « Énoncés prospectifs » du présent document.

Les termes « nous », « notre », la « Société » ou « SEMAFO » renvoient à SEMAFO inc., ou à SEMAFO inc. collectivement avec une ou plusieurs de ses filiales, selon le cas.

1. Faits saillants de l'exploitation et des résultats financiers découlant des activités poursuivies

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|---------------------|---|---------------------|
| | 2013 | 2012 ^{6,7} | 2013 | 2012 ^{6,7} |
| Onces d'or produites | 38 700 | 36 600 | 122 900 | 127 100 |
| Onces d'or vendues | 36 900 | 32 800 | 121 200 | 121 800 |
| (en milliers de dollars à l'exception des montants par once, par tonne et par action) | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | 54 406 | 175 847 | 202 690 |
| Résultat opérationnel | 398 | 7 528 | 40 720 | 48 047 |
| Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires .. | 1 660 | 1 766 | 7 798 | 3 772 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat opérationnel ajusté lié aux activités poursuivies ¹ | 398 | 7 528 | 40 720 | 65 045 |
| Résultat net ajusté lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires ¹ | 1 660 | 1 766 | 27 398 | 40 690 |
| Résultat de base par action ajusté lié aux activités poursuivies ¹ | 0,01 | 0,01 | 0,10 | 0,15 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies ² | 15 575 | 14 695 | 61 365 | 75 643 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies par action ³ | 0,06 | 0,05 | 0,22 | 0,28 |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 341 | 1 659 | 1 451 | 1 664 |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ⁴ | 746 | 808 | 654 | 667 |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ⁴ | 41 | 44 | 38 | 43 |
| Coût comptant total (par once vendue) ⁵ | 799 | 913 | 725 | 752 |

¹ Le résultat opérationnel ajusté lié aux activités poursuivies, le résultat net ajusté lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires et le résultat de base par action ajusté lié aux activités poursuivies sont des mesures non conformes aux IFRS pour lesquelles il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

³ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies par action sont une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

⁴ Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

⁵ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁶ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 6 des états financiers.

⁷ Les montants ont été retraités pour refléter les activités abandonnées.

Message du chef de la direction¹

Nous sommes heureux d'annoncer aujourd'hui que la Société a reçu l'autorisation d'aller de l'avant avec le développement de notre gisement à haute teneur Siou ainsi qu'au gisement Fofina. Maintenant que nous avons reçu l'autorisation — l'avant-dernière étape dans le processus d'obtention du permis minier agrandi — nous pourrons commencer les travaux de prédécouverte et la construction de la route à Siou au cours des prochains mois et démarrer la production au deuxième trimestre de 2014. Ceci fait en sorte que nous nous retrouvons avec près de six mois d'avance sur notre plus récent échéancier, tout un exploit considérant le délai d'à peine deux ans entre la découverte et la production à Siou. Par ailleurs, l'accélération du processus d'obtention des permis nous permet d'envisager le début de la production à Fofina en 2015 plutôt qu'en 2016 tel que prévu à l'origine.

Puisque le gisement Siou n'est qu'à 15 kilomètres de l'usine de traitement de Mana et que le minerai de Siou sera acheminé à l'usine par camion, les dépenses d'investissement requises pour amener Siou en production sont minimales. Il n'est pas nécessaire de relocaliser des villages, d'investir dans de nouvelles infrastructures ou d'autres installations auxiliaires d'envergure. Nous avons donc réduit de moitié les dépenses d'investissement requises en 2014 pour amener le gisement Siou en production, passant de 25,0 millions de dollars dans le budget initial à 12,5 millions de dollars.

Le gisement Siou demeure ouvert latéralement et en profondeur. D'importantes ressources présumées se trouvent à environ 180 mètres sous la surface et nécessitent une quantité plus importante de forage selon un espacement plus serré afin de les convertir en réserves minérales. Ces travaux sont prévus pour 2015-2016.

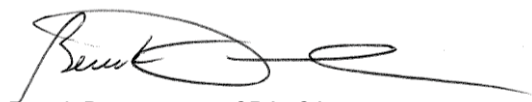
Pour le quatrième trimestre, nous avons alloué les 3,5 millions de dollars résiduels de notre budget d'exploration 2013 pour les activités à proximité de Siou, dans le but d'identifier et de définir de nouvelles cibles de forage pour 2014. Les travaux d'exploration consisteront principalement en 120 000 mètres de forage à la mototarière, en levés géochimiques et en vérifications de terrain, ainsi que le prélèvement de 8 500 nouveaux échantillons de sols.

Au cours du trimestre, nous avons tenu parole en annonçant la nouvelle estimation des réserves et des ressources minérales à Mana en date du 30 juin 2013. Les réserves minérales et les ressources présumées² de notre gisement à haute teneur Siou totalisent 769 300 et 795 300 onces d'or, respectivement. Les réserves prouvées et probables de 4 842 900 tonnes à 4,94 g/t Au ont été calculées en utilisant un prix de l'or prudent de 1 100 \$ l'once, ce qui démontre la robustesse du gisement. Siou a en effet augmenté la teneur moyenne des réserves à Mana de 20 %. De plus, lorsque Siou entrera en production, il alimentera l'usine de traitement de Mana avec des onces de qualité et permettra ultimement d'accroître la production et de réduire le coût comptant total par once. Lorsque la pleine capacité de production sera atteinte, nous estimons que Siou fournira environ 30 % du mélange de minerai entrant à l'usine de traitement. Il s'agit là de l'exemple parfait de la mise en œuvre de notre stratégie visant à accroître la valeur pour nos actionnaires.

Au troisième trimestre de 2013, Mana a produit 38 700 onces d'or à un coût comptant total de moins de 800 \$ l'once. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, la production a totalisé 122 900 onces à un coût comptant total de 725 \$ l'once. Le résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires a totalisé 1,7 million de dollars ou 0,01 \$ par action au troisième trimestre, tandis que les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies se sont élevés à 15,6 millions de dollars ou 0,06 \$ par action.

Au début de l'année 2013, nous avons fait allusion au fait que nous considérons des alternatives stratégiques pour nos deux actifs secondaires en raison de leur extrême sensibilité aux variations du prix de l'or. À cet égard, durant l'année nous avons comptabilisé des pertes de valeur pour les mines Samira Hill et Kiniero. Conséquemment, durant le troisième trimestre nous avons placé la mine Samira Hill en mode d'entretien et de maintenance et nous réduirons graduellement les opérations à la mine Kiniero pour en arriver au mode d'entretien et de maintenance au cours des prochains mois. Les deux propriétés sont disponibles à la vente et dans ce rapport de gestion du troisième trimestre de 2013, nous considérons ces deux actifs comme des activités abandonnées au 30 septembre 2013 et donc les ventes d'or, les coûts, les bénéfices, et les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont présentés pour la propriété Mana uniquement.

Compte tenu de l'incertitude et de la volatilité continue du prix de l'or, et en tenant compte du fait que l'avancement du gisement Siou jusqu'à la production et la poursuite de nos efforts en exploration sont essentiels à la création de valeur et constituent une priorité, nous avons décidé de ne pas déclarer de dividende semestriel à ce moment-ci. Par ailleurs, nous avons pris d'autres mesures pour réduire davantage les dépenses d'investissement et les frais administratifs. Nous devrions commencer à récolter les fruits de ces efforts au quatrième trimestre, avec un impact encore plus grand en 2014.



Benoit Desormeaux, CPA, CA
Président et chef de la direction

¹ Certains énoncés contenus dans le « Message du chef de la direction » sont prospectifs. Se reporter à la note 21 pour de plus amples détails concernant les énoncés prospectifs.

² Les ressources excluent les réserves.

BILAN DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2013

- Siou ajoute 769 300 onces à 4,94 g/t Au aux réserves aurifères à Mana
- Les réserves d'or à Mana augmentent de 28 % pour atteindre 2,4 millions d'onces, déduction faite des onces extraites
- La teneur moyenne des réserves minérales à Mana grimpe de 20 % pour atteindre 2,77 g/t Au
- Les ressources minérales présumées à Siou s'élèvent à 795 300 onces à 3,97 g/t Au
- Les dépenses d'investissement à Siou sont réduites, passant de 25,0 millions \$ à 12,5 millions \$
- Les mines Samira Hill et Kiniero sont classées dans les actifs détenus en vue de la vente et dans les activités abandonnées
- La production d'or à Mana s'établit à 38 700 onces, comparativement à 36 600 onces à la même période en 2012
- Ventes d'or à Mana de 49,5 millions \$, une diminution de 9 % d'une année à l'autre
- Résultat opérationnel des activités poursuivies de 0,4 million \$, comparativement à 7,5 millions \$ à la même période en 2012
- Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires de 1,7 million \$ ou 0,01 \$ par action, comparativement à 1,8 million \$ ou 0,01 \$ par action à la même période en 2012
- Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies¹ de 15,6 millions \$ ou 0,06 \$ par action, comparativement à 14,7 millions \$ ou 0,05 \$ par action à la même période en 2012

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

2. Tendances économiques clés

Prix de l'or

Au troisième trimestre de 2013, le prix de l'or, mesuré selon le cours moyen de l'or fixé à Londres (London Gold Fix PM), a fluctué à partir d'un maximum de 1 420 \$ à un minimum de 1 213 \$ l'once. Le cours moyen de l'or sur le marché s'est établi à 1 326 \$ l'once au troisième trimestre de 2013, en comparaison de 1 652 \$ l'once pour la même période en 2012, ce qui représente une baisse de 326 \$, ou 20 %.

Au cours du troisième trimestre de 2013, notre prix de vente moyen réalisé pour l'or s'est établi à 1 341 \$ l'once, comparativement à 1 326 \$ l'once pour le cours moyen fixé à Londres.

| (en dollars par once) | 2013 | | | 2012 | | |
|-----------------------------------|--------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| | T3 | T2 | T1 | T3 | T2 | T1 |
| Cours moyen fixé à Londres | 1 326 | 1 415 | 1 632 | 1 652 | 1 609 | 1 691 |
| Prix de vente moyen réalisé | 1 341 | 1 365 | 1 616 | 1 659 | 1 617 | 1 711 |

Pressions sur les coûts

La Société, comme l'ensemble du secteur, a été touchée par les pressions sur les coûts de mise en valeur et d'exploitation. Dans la mesure où nos activités minières consomment beaucoup d'énergie, l'évolution des prix du carburant peut avoir une incidence importante sur nos activités et sur les résultats financiers correspondants. À titre d'indicateur pouvant expliquer l'évolution des coûts du carburant, le cours moyen du baril de pétrole Brent s'est établi à 109 \$ au troisième trimestre de 2013, contre 109 \$ pour la même période de 2012.

Devises

Nos activités d'extraction et d'exploration minières sont menées en Afrique occidentale. Par conséquent, une portion des coûts opérationnels et des dépenses d'investissement est libellée en devises étrangères, surtout en euros.

Au troisième trimestre de 2013, le dollar américain a été moins vigoureux par rapport à l'euro comparativement à la période correspondante de 2012. Par conséquent, la fluctuation des taux de change a eu une incidence négative sur notre coût comptant d'exploitation¹ au troisième trimestre de 2013.

¹ Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

3. Réserves et ressources au 30 juin 2013

Au cours du troisième trimestre, SEMAFO a annoncé une nouvelle estimation des réserves et des ressources minérales à Mana en date du 30 juin 2013. Grâce aux réserves prouvées et probables établies à Siou de 4 842 900 tonnes à une teneur moyenne après dilution de 4,94 g/t Au, soit 769 300 onces, les réserves aurifères à Mana ont augmenté de 28 % pour s'établir à 2,4 millions d'onces, déduction faite des onces extraites pour l'année en cours. Les ressources mesurées et indiquées à Mana totalisent 2,4 millions d'onces à une teneur moyenne de 2,12 g/t Au. Siou continue de démontrer son potentiel avec des ressources présumées de 6 227 600 tonnes à 3,97 g/t Au pour 795 300 onces au 30 juin 2013. La base de données ayant servi à l'estimation des réserves et des ressources comporte un total de 898 600 mètres de forage (6 470 trous de forage carotté et à circulation inverse) et 667 000 analyses géochimiques. La minéralisation à Siou reste ouverte latéralement et en profondeur (voir Figure 1).

PROPRIÉTÉ MANA – RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES (au 30 juin 2013)^{1, 2, 3, 4, 5}

| GISEMENTS | 30 juin 2013 | | | | | | | | |
|----------------------------|-------------------|-----------------|------------------|--------------------|-----------------|----------------|---------------------|-----------------|------------------|
| | RÉSERVES PROUVÉES | | | RÉSERVES PROBABLES | | | TOTAL DES RÉSERVES* | | |
| | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces |
| Wona-Kona | 9 151 800 | 2,25 | 661 600 | 9 680 400 | 2,13 | 662 900 | 18 832 200 | 2,19 | 1 324 500 |
| Nyafé | 262 600 | 5,85 | 49 400 | 4 100 | 5,02 | 700 | 266 700 | 5,84 | 50 100 |
| Fofina | 1 742 300 | 2,53 | 141 600 | 1 014 800 | 2,94 | 96 100 | 2 757 100 | 2,68 | 237 700 |
| Siou | 3 394 400 | 5,55 | 605 500 | 1 448 500 | 3,52 | 163 800 | 4 842 900 | 4,94 | 769 300 |
| ROM Pad | 131 000 | 1,83 | 7 700 | - | - | - | 131 000 | 1,83 | 7 700 |
| TOTAL RÉSERVES MANA | 14 682 100 | 3,11 | 1 465 800 | 12 147 800 | 2,36 | 923 500 | 26 829 900 | 2,77 | 2 389 300 |

| GISEMENTS | 30 juin 2013 | | | | | | | | |
|---------------------------|------------------|-----------------|----------------|-------------------|-----------------|------------------|----------------------|-----------------|------------------|
| | MESURÉES | | | INDIQUÉES | | | TOTAL DES RESSOURCES | | |
| | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces |
| Wona-Kona | 939 500 | 2,63 | 79 400 | 16 111 300 | 2,90 | 1 499 900 | 17 050 800 | 2,88 | 1 579 300 |
| Nyafé | 300 200 | 5,60 | 54 100 | 229 500 | 5,84 | 43 100 | 529 700 | 5,71 | 97 200 |
| Fofina | 519 400 | 1,92 | 32 000 | 555 700 | 4,04 | 72 200 | 1 075 100 | 3,01 | 104 200 |
| Yaho | 4 654 400 | 1,05 | 157 200 | 9 895 200 | 0,99 | 316 200 | 14 549 600 | 1,01 | 473 400 |
| Filon 67 | 26 100 | 2,72 | 2 300 | 8 900 | 3,59 | 1 000 | 35 000 | 2,93 | 3 300 |
| Fobiri | 468 900 | 1,80 | 27 100 | 114 200 | 1,52 | 5 600 | 583 100 | 1,74 | 32 700 |
| Siou | 241 200 | 1,22 | 9 500 | 1 832 100 | 2,49 | 146 700 | 2 073 300 | 2,34 | 156 200 |
| TOTAL M&I MANA | 7 149 700 | 1,57 | 361 600 | 28 746 900 | 2,26 | 2 084 700 | 35 896 600 | 2,12 | 2 446 300 |

¹ Toutes les ressources minérales sont présentées en excluant les réserves minérales.

² La Société détient une participation indirecte de 90 % dans SEMAFO Burkina, qui est directement détenteur des réserves et des ressources de la mine Mana.

³ Les réserves et les ressources minérales ont été estimées selon un prix de l'or à 1 100 \$US et 1 400 \$US l'once respectivement.

⁴ Les montants sont arrondis aux centaines de tonnes ce qui pourrait générer de légers écarts dans le nombre d'onces d'or contenues.

⁵ Les estimations de réserves et de ressources minérales pour la mine Mana ont été calculées à l'interne sous la supervision de Michel Crevier, géo., M.Sc.A., vice-président à l'exploration et la géologie minière et personne qualifiée de SEMAFO.

3. Réserves et ressources au 30 juin 2013 (suite)

PROPRIÉTÉ MANA – RÉSERVES ET RESSOURCES MINÉRALES (au 30 juin 2013) ^{1, 2, 3, 4, 5} (suite)

| GISEMENTS | 30 juin 2013 | | |
|-------------------------------------|-------------------|--------------------|------------------|
| | PRÉSUMÉES | | |
| | Tonnes | Teneur (g/t Au) | Onces |
| Wona-Kona | 4 470 800 | 2,79 | 401 200 |
| Nyafé | 150 800 | 5,86 | 28 400 |
| Fofina | 210 500 | 5,36 | 36 300 |
| Yaho | 470 800 | 1,45 | 22 000 |
| Filion 67 | 5 500 | 6,32 | 1 100 |
| Fobiri | 577 600 | 1,39 | 25 800 |
| Maoula | 2 628 200 | 1,62 | 137 100 |
| Siou | 6 227 600 | 3,97 | 795 300 |
| TOTAL PRÉSUMÉES MANA | 14 741 800 | 3,05 | 1 447 200 |

¹ Toutes les ressources minérales sont présentées en excluant les réserves minérales.

² La Société détient une participation indirecte de 90 % dans SEMAFO Burkina, qui est directement détenteur des réserves et des ressources de la mine Mana.

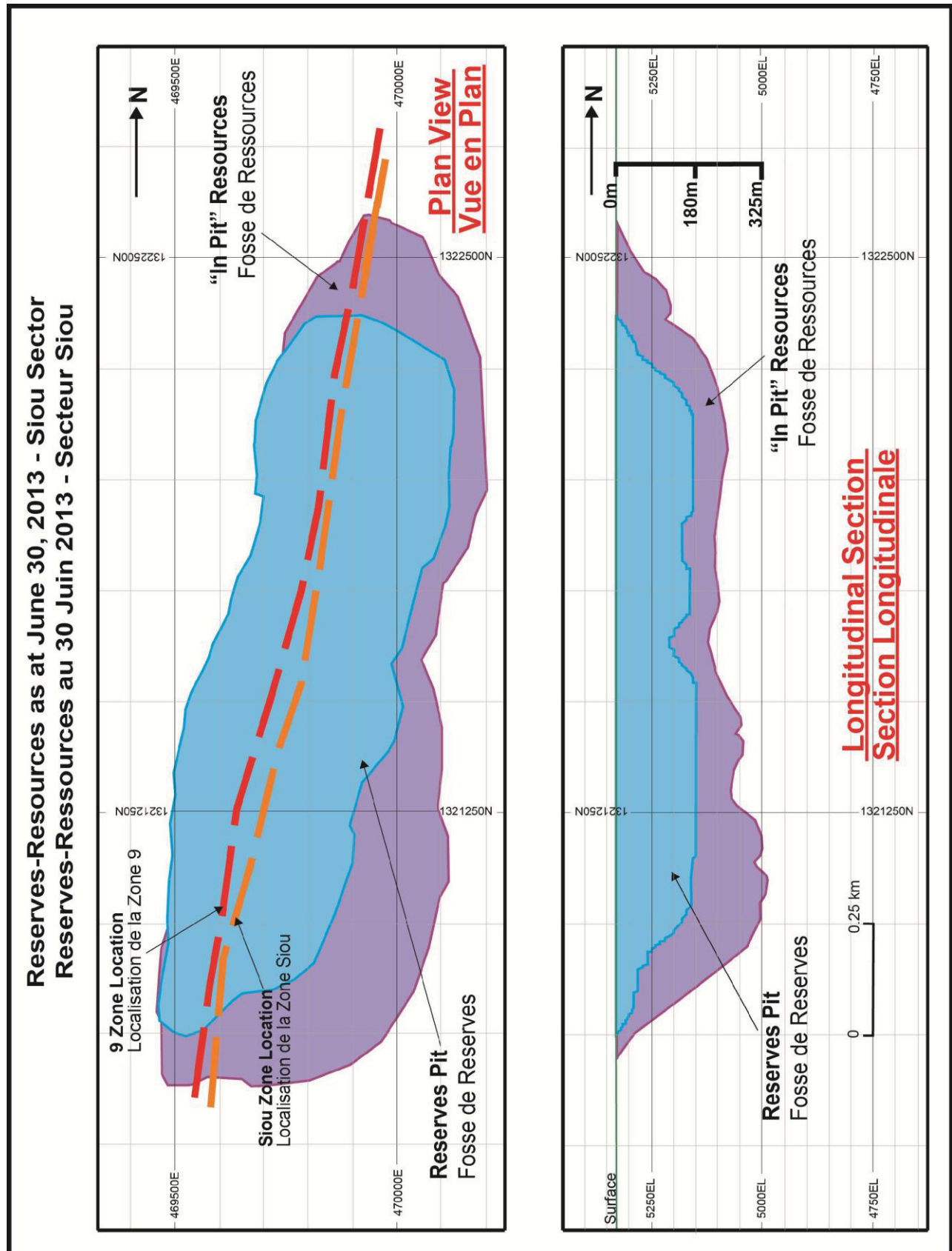
³ Les réserves et les ressources minérales ont été estimées selon un prix de l'or à 1 100 \$US et 1 400 \$US l'once respectivement.

⁴ Les montants sont arrondis aux centaines de tonnes ce qui pourrait générer de légers écarts dans le nombre d'onces d'or contenues.

⁵ Les estimations de réserves et de ressources minérales pour la mine Mana ont été calculées à l'interne sous la supervision de Michel Crevier, géo., M.Sc.A., vice-président à l'exploration et la géologie minière et personne qualifiée de SEMAFO.

3. Réserves et ressources au 30 juin 2013 (suite)

Figure 1



4. Résultats consolidés et opérations minières découlant des activités poursuivies

| | Trimestres | | | Périodes de neuf mois | | |
|--|---------------------------|---------------------|-----------|----------------------------|---------------------|-----------|
| | terminés les 30 septembre | | | terminées les 30 septembre | | |
| | 2013 | 2012 ^{3,4} | Variation | 2013 | 2012 ^{3,4} | Variation |
| Faits saillants de l'exploitation des activités poursuivies | | | | | | |
| Onces d'or produites | 38 700 | 36 600 | 6 % | 122 900 | 127 100 | (3 %) |
| Onces d'or vendues | 36 900 | 32 800 | 13 % | 121 200 | 121 800 | – |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once, par tonne et par action) | | | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | 54 406 | (9 %) | 175 847 | 202 690 | (13 %) |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 27 130 | 27 220 | – | 79 134 | 81 536 | (3 %) |
| Redevances gouvernementales | 2 355 | 2 724 | (14 %) | 8 781 | 10 054 | (13 %) |
| Radiation d'immobilisations corporelles | – | – | – | – | 16 998 | – |
| Résultat opérationnel | 398 | 7 528 | (95 %) | 40 720 | 48 047 | (15 %) |
| Perte de valeur du placement dans GoviEx | – | – | – | 19 600 | – | – |
| Perte à la vente du placement courant | – | – | – | – | 24 297 | – |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | (1 152) | 4 849 | – | 8 517 | 14 097 | (40 %) |
| Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires | 1 660 | 1 766 | (6 %) | 7 798 | 3 772 | 107 % |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | – | 0,03 | 0,02 | 50 % |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | – | 0,03 | 0,02 | 50 % |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies ¹ | 15 575 | 14 695 | 6 % | 61 365 | 75 643 | (19 %) |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies par action ² | 0,06 | 0,05 | 20 % | 0,22 | 0,28 | (21 %) |

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies par action sont une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

³ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 6 des états financiers.

⁴ Les montants ont été retraités pour refléter les activités abandonnées.

4. Résultats consolidés et opérations minières découlant des activités poursuivies (suite)

Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012

- La diminution des produits au troisième trimestre de 2013 par rapport à la même période en 2012 reflète un recul du prix moyen réalisé par once d'or. L'écart entre les onces d'or vendues au cours du trimestre comparativement aux onces d'or produites est attribuable au calendrier des expéditions.
- Nos charges d'exploitation minière sont demeurées stables bien que le nombre d'onces d'or vendues ait augmenté. Ceci s'explique par une amélioration de notre coût comptant total par once vendue en raison d'un ratio de découverte opérationnel plus faible.
- Les charges d'amortissement plus élevées sont principalement attribuables à l'amortissement plus élevé des frais de découverte capitalisés.
- Le résultat opérationnel des activités poursuivies au troisième trimestre de 2013 était en baisse, principalement en raison de la diminution des produits découlant de la baisse du prix de l'or.
- La charge d'impôt sur le résultat a diminué au troisième trimestre de 2013 comparativement à la même période en 2012, en raison de la diminution de notre résultat imposable à la mine Mana en 2013 comparativement à 2012, et d'un produit d'impôt sur le résultat au troisième trimestre de 2013 reflétant l'impact des fluctuations des devises sur nos actifs non monétaires à l'étranger, qui doivent être comptabilisés.
- Le 30 septembre 2013, les mines Samira Hill et Kiniero ont été classées dans les actifs détenus en vue de la vente et dans les activités abandonnées, puisque la direction est engagée à vendre ces deux mines, est en recherche active d'acheteurs potentiels, et croit que les deux mines seront vendues à l'intérieur d'un délai d'un an. Par conséquent, les résultats opérationnels et les renseignements sur la production contenus dans le présent rapport de gestion excluent les mines Samira Hill et Kiniero, à moins d'indication contraire.

Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012

- La diminution des produits dans les neuf premiers mois de 2013 par rapport à la même période en 2012 reflète un recul du prix moyen réalisé par once d'or.
- Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, GoviEx Uranium Inc. (« GoviEx ») a déposé une analyse technique et économique préparée par SRK Consulting (UK) Limited pour son projet uranifère Madaouela, au Niger. Les paramètres économiques du scénario de base envisagé pour le projet utilisent un prix à long terme pour l'uranium de 70 \$ US/lb U₃O₈. Compte tenu du prix actuel de l'uranium sur les marchés, ce projet ne répond pas à nos critères de rentabilité minimale. De plus, GoviEx est engagé dans un processus de restructuration de sa dette, ce qui pourrait générer une dilution importante de notre participation dans GoviEx. En combinant la faible rentabilité du projet et la dilution potentiellement importante de notre participation, nous avons jugé que la juste valeur de notre placement dans GoviEx avait diminué significativement. Par conséquent, une perte de valeur de 19 600 000 \$ a été comptabilisée.
- Les charges d'amortissement ont augmenté en raison de l'ajout d'équipements miniers et de la mise en service de la phase IV d'expansion de l'usine, ainsi que l'amortissement plus élevé des frais de découverte capitalisés.
- Le résultat opérationnel dans les neuf premiers mois de l'année 2013 était en baisse comparativement à la même période en 2012, principalement en raison de la diminution des produits.
- Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012, nous avons comptabilisé une perte non récurrente de 24 297 000 \$ découlant de la vente d'un placement courant et de la radiation de 16 998 000 \$ en immobilisations corporelles en lien avec la décision de convertir le projet d'exploitation minière souterraine à Mana en scénario d'exploitation dans une superfosse.
- La charge d'impôt sur le résultat a diminué dans les neuf premiers mois de 2013 comparativement à la même période en 2012, en raison d'une diminution de notre résultat imposable à la mine Mana en 2013 comparativement à 2012 et d'un produit d'impôt sur le résultat au troisième trimestre de 2013, reflétant l'impact des fluctuations des devises sur nos actifs non monétaires à l'étranger, qui doivent être comptabilisés.
- Compte tenu des éléments ci-dessus, le résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires s'est élevé à 7 798 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013 comparativement à 3 772 000 \$ à la même période en 2012.

5. Résultat opérationnel sectoriel

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | | |
|--|---|-------------------|-----------|---|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ² | Variation | 2013 | 2012 ² | Variation |
| (en milliers de dollars) | | | | | | |
| Mine Mana, Burkina Faso ¹ | 6 674 | 14 486 | (54 %) | 55 735 | 66 457 | (16 %) |
| Siège social et autres | (6 276) | (6 958) | 10 % | (15 015) | (18 410) | 18 % |
| | 398 | 7 528 | (95 %) | 40 720 | 48 047 | (15 %) |

¹ En 2012, le résultat opérationnel incluait la radiation d'immobilisations corporelles pour un montant de 16 998 000 \$ en lien avec la conversion du projet souterrain.

² Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert* et pour refléter les activités abandonnées. Se reporter à la note 6 des états financiers.

5. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières

Mana, Burkina Faso

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | | |
|--|---|-------------------|-----------|---|-------------------|-----------|
| | 2013 | 2012 ⁵ | Variation | 2013 | 2012 ⁵ | Variation |
| Données d'exploitation | | | | | | |
| Minerai extrait (tonnes) | 618 500 | 498 000 | 24 % | 2 034 800 | 1 888 600 | 8 % |
| Minerai traité (tonnes) | 714 400 | 697 700 | 2 % | 2 138 400 | 1 968 700 | 9 % |
| Teneur traitée (g/t) | 1,82 | 2,04 | (11 %) | 2,01 | 2,29 | (12 %) |
| Récupération (%) | 85 | 85 | – | 87 | 86 | 1 % |
| Onces d'or produites | 38 700 | 36 600 | 6 % | 122 900 | 127 100 | (3 %) |
| Onces d'or vendues | 36 900 | 32 800 | 13 % | 121 200 | 121 800 | – |
| Données financières (en milliers de dollars) | | | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | 54 406 | (9 %) | 175 847 | 202 690 | (13 %) |
| Charges d'exploitation minière (hors redevances gouvernementales) | 27 130 | 27 220 | – | 79 134 | 81 536 | (3 %) |
| Redevances gouvernementales | 2 355 | 2 724 | (14 %) | 8 781 | 10 054 | (13 %) |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 13 001 | 8 286 | 57 % | 30 633 | 24 035 | 27 % |
| Charges administratives | 320 | 517 | (38 %) | 1 165 | 1 827 | (36 %) |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporate ¹ | 8 | 1 173 | (99 %) | 399 | 1 783 | (78 %) |
| Radiation d'immobilisations corporelles | – | – | – | – | 16 998 | – |
| Résultat opérationnel sectoriel | 6 674 | 14 486 | (54 %) | 55 735 | 66 457 | (16 %) |
| Statistiques (en dollars) | | | | | | |
| Prix de vente moyen réalisé (par once) | 1 341 | 1 659 | (19 %) | 1 451 | 1 664 | (13 %) |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) ² | 746 | 808 | (8 %) | 654 | 667 | (2 %) |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) ² | 41 | 44 | (7 %) | 38 | 43 | (12 %) |
| Coût comptant total (par once vendue) ³ | 799 | 913 | (12 %) | 725 | 752 | (4 %) |
| Dotation aux amortissements (par once vendue) ⁴ | 352 | 253 | 39 % | 253 | 197 | 28 % |

¹ Les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporate excluent les contributions et les projets parrainés par la Fondation SEMAFO.

² Le coût comptant d'exploitation est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui est calculée en fonction des onces produites et des tonnes traitées. Se reporter à la section « Mesures non conformes aux IFRS » du présent rapport de gestion, note 19.

³ Le coût comptant total est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond aux charges d'exploitation minière et aux redevances gouvernementales par once vendue.

⁴ La dotation aux amortissements par once vendue est une mesure non conforme aux IFRS pour laquelle il n'existe pas de définition normalisée en vertu des IFRS et qui correspond à la charge d'amortissement par once vendue.

⁵ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 6 des états financiers.

5. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Mana, Burkina Faso (suite)

Comparaison du troisième trimestre de 2013 et du troisième trimestre de 2012

- Pour la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013, un total de 618 500 tonnes de minerai et 2 326 200 tonnes de roches stériles ont été extraites de la fosse Wona-Kona, ce qui correspond à un ratio de découverte de 3,8 : 1. De plus, 6 522 500 tonnes de roches stériles ont été extraites de la fosse Wona-Kona dans le cadre des travaux de prédécouverte. En comparaison, 498 000 tonnes de minerai et 3 428 600 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Wona et Kona durant la même période en 2012, pour un ratio de découverte de 6,9 : 1. En outre, 4 580 800 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Wona et Kona dans le cadre des travaux de prédécouverte en 2012. La quantité de matériel extrait a augmenté dans la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013 comparativement à la même période en 2012 en raison de l'ajout d'équipement minier.
- La teneur traitée plus faible au troisième trimestre de 2013 est principalement attribuable au mois de septembre, où la teneur traitée s'est établie à 1,45 g/t Au dans les veines plus étroites et à plus basse teneur en raison du recul des gradins supérieurs de la fosse centrale à Wona générant plus de dilution. Par ailleurs, de plus grandes quantités de minerai empilé à basse teneur ont été traitées au cours du trimestre. Toutefois, la situation s'était déjà améliorée dans la dernière semaine d'octobre, et nous anticipons une teneur moyenne de 1,90 g/t Au au quatrième trimestre de 2013¹ puisque le plan minier prévoit un retour dans la zone minéralisée principale. En comparaison, au troisième trimestre de 2012, le minerai provenait essentiellement du gisement principal de la fosse Wona-Kona avec une petite proportion de minerai à haute teneur de la fosse Nyafé.
- L'augmentation de la dotation aux amortissements est principalement attribuable à l'amortissement des frais de découverte capitalisés.
- La baisse du coût comptant d'exploitation par tonne traitée découle essentiellement de la diminution du ratio de découverte et de l'augmentation du débit de traitement, combinées à la mise en œuvre du programme d'optimisation des coûts et d'amélioration continue. La diminution du coût comptant d'exploitation par once est essentiellement due à la diminution du coût comptant d'exploitation par tonne traitée, compensée par une baisse de la teneur récupérée.

Comparaison des neuf premiers mois de 2013 et des neuf premiers mois de 2012

- Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, un total de 2 034 800 tonnes de minerai et 6 754 700 tonnes de roches stériles ont été extraites de la fosse Wona-Kona, ce qui correspond à un ratio de découverte de 3,3 : 1. De plus, 22 128 900 tonnes de roches stériles ont été extraites de la fosse Wona-Kona dans le cadre des travaux de prédécouverte. En comparaison, 1 888 600 tonnes de minerai et 11 416 200 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Wona, Kona et Nyafé durant la même période en 2012, pour un ratio de découverte de 6,0 : 1. En outre, 8 019 400 tonnes de roches stériles avaient été extraites des fosses Wona, Kona et Nyafé dans le cadre des travaux de prédécouverte en 2012. La quantité de matériel extrait a augmenté dans la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 comparativement à la même période en 2012 en raison de l'ajout d'équipement minier.
- Une hausse de la capacité de traitement a été enregistrée par suite de la mise en service de la phase IV de l'expansion de l'usine, qui a été achevée en juillet 2012.
- La diminution de la teneur reflète le traitement de minerai provenant essentiellement de la fosse Wona-Kona et de la plus grande quantité de minerai empilé à basse teneur comparativement au minerai provenant de la fosse Wona et au minerai à haute teneur de Nyafé qui ont été traités durant les neuf premiers mois de 2012.
- La légère diminution du nombre d'onces d'or produites, malgré une hausse du débit de traitement, est directement liée à une teneur récupérée plus basse.
- La baisse du coût comptant d'exploitation par tonne traitée découle essentiellement de la diminution du ratio de découverte opérationnel et de l'augmentation du débit de traitement, combinées à la mise en œuvre du programme d'optimisation des coûts et d'amélioration continue.
- L'augmentation de la dotation aux amortissements s'explique par l'ajout d'équipements miniers et la mise en service de la phase IV d'expansion de l'usine, combinés à une charge d'amortissement plus importante en raison de l'amortissement des frais de découverte capitalisés.

¹ Se reporter à la note 21 pour de plus amples détails concernant les énoncés prospectifs.

5. Résultat opérationnel sectoriel (suite)

Opérations minières (suite)

Développement de Siou

L'autorisation d'aller de l'avant avec le développement de Siou ayant été reçue, les activités de découverte et la construction de la route devraient commencer au cours des prochains mois. SEMAFO prévoit maintenant un démarrage de la production à Siou au cours du deuxième trimestre de 2014, pour un délai d'à peine deux ans entre la découverte et la production. Le gisement Siou ajoute des onces de qualité aux réserves à Mana en augmentant la teneur moyenne d'alimentation de l'usine de traitement, ce qui, conformément à notre stratégie, permettra ultimement d'accroître la production et de réduire notre coût comptant total par once.

Révision des dépenses d'investissement à Siou

Compte tenu de la proximité du secteur Siou à l'usine de traitement de Mana, les dépenses d'investissement seront minimales puisqu'il ne sera pas nécessaire de construire une nouvelle usine, un nouveau parc à résidus, un campement ou d'autres installations auxiliaires d'envergure. Les dépenses d'investissement estimées pour 2014 à Siou ont été réduites à 12,5 millions de dollars comparativement au budget initial de 25 millions de dollars, principalement en raison de la disponibilité de l'équipement minier requis. Les estimations de coûts tiennent aussi compte du recours à des entrepreneurs locaux pour le transport du minerai de Siou et de Fofina jusqu'à l'usine de traitement de Mana sur des distances d'environ 15 et 17 kilomètres respectivement.

Mise à jour sur le réseau d'électricité

Dans la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, la Société nationale d'électricité du Burkina Faso, Sonabel, a octroyé tous les contrats en lien avec la construction d'une ligne de transmission visant à acheminer l'électricité jusqu'à la mine Mana. SEMAFO s'est engagée à avancer une somme de 9 284 000 \$ (4 500 000 000 FCFA), montant qui représente 50 % du coût total estimatif du projet. Cette somme sera remboursable sur une période de huit ans suivant la mise en service, laquelle est actuellement prévue au troisième trimestre de 2014. Durant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, SEMAFO a versé une première avance de 4 050 000 \$ (2 041 944 000 FCFA).

Mise à jour sur l'exploration

Programme d'exploration du quatrième trimestre de 2013 – Secteur Siou

Les travaux d'exploration réalisés au cours du quatrième trimestre comprendront principalement 120 000 mètres de forage à la mototarière, des levés géochimiques et des vérifications sur le terrain, ainsi que le prélèvement de 8 500 nouveaux échantillons de sols aux environs du secteur Siou, dans le but d'identifier et de définir de nouvelles cibles de forage pour 2014. Le budget d'exploration de la Société pour le reste de l'année 2013 est évalué à 3,5 millions de dollars.

6. Autres éléments de l'état du résultat

Charges administratives

| | Trimestres | | Périodes de neuf mois | |
|--|---------------------------|--------------|----------------------------|---------------|
| | terminés les 30 septembre | | terminées les 30 septembre | |
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| (en milliers de dollars) | | | | |
| Corporatif – Charges administratives | 3 850 | 5 096 | 11 840 | 14 145 |
| Sites – Charges administratives | 320 | 517 | 1 165 | 1 827 |
| | 4 170 | 5 613 | 13 005 | 15 972 |

Les charges administratives se sont chiffrées à 4 170 000 \$ et 13 005 000 \$ pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2013, en comparaison de 5 613 000 \$ et 15 972 000 \$ pour les périodes correspondantes de 2012. La diminution des charges administratives rend compte de nos efforts au chapitre de l'optimisation. De toute évidence, nous avons dû prendre des décisions difficiles pour notre organisation récemment, dont celle de ne plus investir de sommes à long terme dans nos actifs non stratégiques et de réduire de 20 % notre effectif au siège social. Suite à cette décision, les charges administratives comprennent une somme de 266 000 \$ en primes de départ dans le cadre de nos efforts d'optimisation pour les périodes de trois et neuf mois terminées le 30 septembre 2013. Jusqu'à présent, nous sommes satisfaits de nos efforts et des progrès réalisés pour réduire nos coûts et améliorer l'efficacité de toutes nos opérations et nous maintenons notre objectif de rationalisation de l'organisation.

Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative

Pour le troisième trimestre de 2013, les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative se sont établies à 238 000 \$ (1 573 000 \$ en 2012) et comprennent notamment des contributions de 230 000 \$ (400 000 \$ en 2012) à la Fondation SEMAFO.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, les dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative se sont établies à 965 000 \$ (3 217 000 \$ en 2012) et comprennent notamment des contributions de 566 000 \$ (1 434 000 \$ en 2012) à la Fondation SEMAFO et de 138 000 \$ (1 727 000 \$ en 2012) à SEMAFO Énergie.

Rémunération fondée sur des actions

Pour le troisième trimestre de 2013, les coûts liés à la rémunération fondée sur des actions ont totalisé 2 036 000 \$, en comparaison de 1 363 000 \$ pour la période correspondante en 2012. Ces coûts comprennent une charge de 197 000 \$ (336 000 \$ en 2012) associée à nos régimes d'options sur actions et une charge de 1 839 000 \$ (1 027 000 \$ en 2012) ayant trait à notre régime d'unités d'actions restreintes (le « régime d'unités »). La charge de 1 839 000 \$ liée au régime d'unités comprend une charge de 1 410 000 \$ liée aux unités d'actions restreintes en circulation ainsi qu'une charge de 429 000 \$ découlant de la hausse de notre prix d'action.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, les coûts liés à la rémunération fondée sur des actions ont totalisé 2 079 000 \$, comparativement à 2 488 000 \$ pour la période correspondante en 2012. Ces coûts comprennent une charge de 942 000 \$ (1 314 000 \$ en 2012) associée à nos régimes d'options sur actions et une charge de 1 137 000 \$ (1 174 000 \$ en 2012) ayant trait à notre régime d'unités d'actions restreintes. La charge de 1 137 000 \$ liée au régime d'unités comprend une charge de 4 161 000 \$ liée aux unités d'actions restreintes en circulation ainsi qu'un crédit de 3 024 000 \$ découlant de la diminution de notre prix d'action.

Perte de valeur du placement dans GoviEx

En février 2008, nous avons conclu une transaction avec GoviEx visant à combiner les intérêts des sociétés dans les projets miniers uranifères. Dans le cadre de cette transaction, nous avons cédé toutes les actions de notre filiale Semafo Energy (Barbados) Limited, dans laquelle nous avions déjà investi 2 151 000 \$, en contrepartie d'approximativement 12 % des actions en circulation de GoviEx à la date de la transaction. Cette transaction a généré un gain hors trésorerie de 17 849 000 \$ et des frais de transaction de 400 000 \$.

En 2013, GoviEx a déposé une analyse technique et économique préparée par SRK Consulting (UK) Limited pour son projet uranifère Madaouela, au Niger. Les paramètres économiques du scénario de base envisagé pour le projet utilisent un prix à long terme pour l'uranium de 70 \$ US/lb U₃O₈. Compte tenu du prix actuel de l'uranium sur les marchés, ce projet ne répond pas à nos critères de rentabilité minimale. De plus, GoviEx est engagé dans un processus de restructuration de sa dette, ce qui pourrait générer une dilution importante de notre participation dans GoviEx. En combinant la faible rentabilité du projet et la dilution potentiellement importante de notre participation, nous avons jugé que la juste valeur de notre placement dans GoviEx avait diminué significativement. Par conséquent, une perte de valeur de 19 600 000 \$ a été comptabilisée dans la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

6. Autres éléments de l'état du résultat (suite)

Charge d'impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat a diminué dans les neuf premiers mois de 2013 comparativement à la même période en 2012, en raison d'une diminution de notre résultat imposable à la mine Mana en 2013 comparé à 2012 et du produit d'impôt sur le résultat au troisième trimestre de 2013, reflétant l'impact des fluctuations des devises sur nos actifs non monétaires à l'étranger, qui doivent être comptabilisés.

Résultat global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|-------------------|---|-------------------|
| | 2013 | 2012 ¹ | 2013 | 2012 ¹ |
| Participations ne donnant pas le contrôle (en milliers de dollars) | | | | |
| Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A. | 863 | 1 282 | 4 841 | 5 481 |
| Gouvernement du Niger – 20 % dans la Société des Mines du Liptako (SML) S.A. | (295) | (883) | (11 763) | 172 |
| Gouvernement de Guinée – 15 % dans SEMAFO Guinée S.A. | 98 | (455) | (5 179) | (1 445) |
| | 666 | (56) | (12 101) | 4 208 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Les participations ne donnant pas le contrôle sont directement liées au résultat net de nos filiales.

6. Autres éléments de l'état du résultat (suite)

Activités abandonnées

| | Trimestres terminés les 30 septembre 2013 | | | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 | | |
|---|--|--------------------|----------------|---|--------------------|-----------------|
| | Samira Hill, Niger | Kiniero, Guinée | Total | Samira Hill, Niger | Kiniero, Guinée | Total |
| (en milliers de dollars, sauf les montants par action et les actions) | | | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 13 140 | 7 229 | 20 369 | 50 798 | 20 403 | 71 201 |
| Charges d'exploitation minière | 11 719 | 5 968 | 17 687 | 36 260 | 13 683 | 49 943 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 457 | 3 293 | 3 750 | 7 440 | 4 937 | 12 377 |
| Perte de valeur | – | – | – | 49 796 | 32 830 | 82 626 |
| Autres | 3 030 | 490 | 3 520 | 3 864 | 627 | 4 491 |
| Résultat net des activités abandonnées avant impôt sur le résultat | (2 066) | (2 522) | (4 588) | (46 562) | (31 674) | (78 236) |
| Charge d'impôt sur le résultat | – | – | – | 3 000 | – | 3 000 |
| Résultat net de la période des activités abandonnées | (2 066) | (2 522) | (4 588) | (49 562) | (31 674) | (81 236) |
| Attribuable aux : | | | | | | |
| Actionnaires | (1 771) | (2 620) | (4 391) | (37 799) | (26 495) | (64 294) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (295) | 98 | (197) | (11 763) | (5 179) | (16 942) |
| Données opérationnelles | | | | | | |
| Onces d'or produites | 6 400 | 4 300 | 10 700 | 30 900 | 13 900 | 44 800 |
| Onces d'or vendues | 10 000 | 5 400 | 15 400 | 34 500 | 13 900 | 48 400 |

6. Autres éléments de l'état du résultat (suite)

Activités abandonnées (suite)

Mine Samira Hill

- Le 17 juillet 2013, nous avons conclu un protocole d'entente avec Middle Island Resources Limited concernant la vente de la mine d'or Samira Hill au Niger. Le 30 septembre 2013, le protocole d'entente est arrivé à échéance. La clôture de la transaction était sujette à plusieurs conditions devant être honorées au plus tard le 30 septembre 2013. Certaines de ces conditions n'ont pas été remplies, dont celle visant à obtenir l'approbation et le consentement du gouvernement du Niger.
- Néanmoins, au 30 septembre 2013, la direction était engagée à vendre la mine Samira Hill, était en recherche active d'acheteurs potentiels et croyait que la vente se produirait dans un délai d'un an. En août 2013, la mine Samira Hill a été placée en mode d'entretien et de maintenance.
Le 30 septembre 2013, la Société a conclu que la mine Samira Hill répondait aux critères de classification des actifs détenus en vue de la vente et des activités abandonnées.
- Aucun flux de trésorerie n'a été utilisé pour des investissements en immobilisations corporelles au troisième trimestre de 2013.
- Les autres dépenses durant la période de trois mois terminée le 30 septembre 2013 incluaient une dépense de provision sur les stocks s'élevant à 696 000 \$, des indemnités de départ d'approximativement 500 000 \$ et des frais fixes engagés pendant la période d'entretien et de maintenance.
- La perte nette des activités abandonnées pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2013 totalisait 2 066 000 \$ et 49 562 000 \$ respectivement; le dernier montant comprenant une perte de valeur de 49 796 000 \$.

Mine Kiniero

- Au 30 septembre 2013, la direction était engagée à vendre la mine Kiniero, était en recherche active d'acheteurs potentiels et croyait que la vente se produirait dans un délai d'un an. La mine Kiniero sera placée en mode d'entretien et de maintenance en 2013.
Le 30 septembre 2013, la Société a conclu que la mine Kiniero répondait aux critères de classification des actifs détenus en vue de la vente et des activités abandonnées.
- Aucun flux de trésorerie n'a été utilisé pour des investissements en immobilisations corporelles au troisième trimestre de 2013.
- La perte nette des activités abandonnées pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2013 totalise 2 522 000 \$ et 31 674 000 \$ respectivement; ces montants comprennent une perte de valeur de 32 830 000 \$.

7. Autres éléments du résultat global

Au troisième trimestre de 2013, les autres éléments du résultat global représentent un montant de néant (néant en 2012).

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, les autres éléments du résultat global représentent un montant de néant. Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012, les autres éléments du résultat global représentaient un gain de 2 794 000 \$ attribuable à la diminution de la juste valeur de notre placement courant de 21 503 000 \$, et au reclassement du cumul des autres éléments du résultat global vers le résultat net de 24 297 000 \$ en lien avec la vente de notre placement courant.

8. Flux de trésorerie

Le tableau suivant résume les mouvements des flux de trésorerie :

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|----------------|---|----------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles (en milliers de dollars) | | | | |
| Exploitation | 15 575 | 14 695 | 61 365 | 75 643 |
| Éléments du fonds de roulement | (17 710) | 19 295 | (23 598) | 5 180 |
| Activités opérationnelles | (2 135) | 33 990 | 37 767 | 80 823 |
| Activités de financement | (6 096) | (6 075) | (11 480) | (11 181) |
| Activités d'investissement | (22 170) | (30 182) | (85 029) | (107 218) |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies au cours de la période | (30 401) | (2 267) | (58 742) | (37 576) |
| Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées au cours de la période ... | 1 353 | 9 156 | 5 786 | 13 362 |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (1 307) | (653) | (437) | (32) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | 116 413 | 148 231 | 139 451 | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 86 058 | 154 467 | 86 058 | 154 467 |
| Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées | 2 482 | — | 2 482 | — |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin de la période ... | 83 576 | 154 467 | 83 576 | 154 467 |

Exploitation

Troisième trimestre de 2013

Nos flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles représentent notre principale source de liquidités. Au troisième trimestre de 2013, les activités opérationnelles, avant les éléments du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie de 15 575 000 \$, comparativement à 14 695 000 \$ en 2012 et ce, malgré une diminution de 9 % de nos ventes d'or. Cette amélioration découle principalement de la baisse des dépenses administratives suite à nos efforts d'optimisation, combinée à la réduction de la charge d'impôt sur le résultat. Les éléments du fonds de roulement ont nécessité des liquidités de 17 710 000 \$ au troisième trimestre de 2013, alors qu'ils avaient généré des liquidités de 19 295 000 \$ pour la période correspondante en 2012, ce qui s'explique essentiellement par des paiements plus élevés aux fournisseurs et charges à payer, de l'impôt sur le résultat à payer et de la diminution des paiements reçus des débiteurs et autres effets à recevoir.

Neuf premiers mois de 2013

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, nos activités opérationnelles, avant les éléments du fonds de roulement, ont généré des flux de trésorerie de 61 365 000 \$ en comparaison à 75 643 000 \$ à la même période en 2012, reflétant la diminution de la marge bénéficiaire en raison de la baisse du prix de l'or. Les éléments du fonds de roulement ont nécessité des liquidités de 23 598 000 \$ pour les neuf premiers mois de 2013, tandis qu'ils avaient généré des liquidités de 5 180 000 \$ en 2012, principalement en raison des paiements plus élevés aux fournisseurs et charges à payer, de l'augmentation des stocks et de la diminution des paiements reçus des débiteurs provenant de ventes d'or.

Les informations additionnelles sur les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement sont fournies à la note 23 a) des états financiers.

8. Flux de trésorerie (suite)

Financement

Troisième trimestre de 2013

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 6 096 000 \$ au troisième trimestre de 2013, comparativement à 6 075 000 \$ pour la période correspondante de 2012, reflétant principalement le versement de dividendes aux actionnaires et le versement de dividendes de notre filiale au Burkina Faso pour les deux années. Au cours du troisième trimestre de 2013, notre filiale basée au Burkina Faso a déclaré et versé un dividende représentant environ 10 % de son bénéfice net statutaire. Par conséquent, nous avons versé des dividendes de 897 000 \$ au gouvernement du Burkina Faso. Par ailleurs, nous avons aussi versé des dividendes totalisant 5 199 000 \$ à nos actionnaires.

Neuf premiers mois de 2013

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont chiffrés à 11 480 000 \$ dans la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, comparativement à 11 181 000 \$ pour la période correspondante de 2012, reflétant principalement le versement des dividendes aux actionnaires et le versement de dividendes de notre filiale au Burkina Faso pour les deux années.

Investissement

Troisième trimestre de 2013

Nous avons investi 22 170 000 \$ dans des immobilisations corporelles, comparativement à 30 182 000 \$ durant la même période en 2012.

Les flux de trésorerie qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au troisième trimestre de 2013 comprennent des frais d'exploration de 2 121 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 2 168 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 183 000 \$, des frais de découverte capitalisés de 13 401 000 \$, ainsi que des investissements de maintien de 4 297 000 \$. Au troisième trimestre de 2012, des liquidités de 30 182 000 \$ avaient été investies comme suit : des frais d'exploration de 10 448 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 567 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 2 451 000 \$, des frais de découverte de 9 924 000 \$ et des investissements de maintien de 6 792 000 \$.

Neuf premiers mois de 2013

Au cours des neuf premiers mois de 2013, nous avons fait une avance de 4 050 000 \$ à Sonabel.

Au cours des neuf premiers mois de 2012, nous avons effectué un placement de 4 813 000 \$ dans des titres de capitaux propres cotés, ce qui avait porté notre placement courant à 29 902 000 \$. Nous avons vendu notre placement courant pour un produit de 5 617 000 \$.

Dans les neuf premiers mois de 2013, nous avons investi 78 526 000 \$ en immobilisations corporelles, comparativement à 108 025 000 \$ à la même période en 2012.

Les flux de trésorerie qui ont été affectés aux investissements dans les immobilisations corporelles au cours des neuf premiers mois de 2013 comprennent des frais d'exploration de 19 313 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 6 131 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 1 966 000 \$, des frais de découverte capitalisés de 39 725 000 \$, ainsi que des investissements de maintien de 11 391 000 \$. Dans les neuf premiers mois de 2012, des liquidités de 108 025 000 \$ avaient été investies comme suit : des frais d'exploration de 34 157 000 \$, des coûts liés à l'expansion de la mine Mana de 6 430 000 \$, des coûts liés au projet d'exploitation souterraine à Mana de 6 785 000 \$, des coûts liés à l'achat d'équipement minier de 12 651 000 \$, des frais de découverte de 17 280 000 \$ et des investissements de maintien de 30 722 000 \$.

L'augmentation des liquidités soumises à des restrictions de 2 453 000 \$ dans les neuf premiers mois de 2013 est attribuable à l'injection de fonds visant à honorer nos obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au Burkina Faso et à l'arrangement de rémunération spéciale avec l'ancien président et chef de la direction.

9. Situation financière

Au 30 septembre 2013, nous maintenions une solide position financière avec 83 576 000 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie, en plus de 2 482 000 \$ inclus dans les actifs détenus en vue de la vente et aucune dette à long terme. Grâce à nos soldes de trésorerie actuels et aux flux de trésorerie que nous prévoyons tirer de l'exploitation, nous sommes en bonne position pour financer nos besoins de trésorerie pour 2013, lesquels ont principalement trait aux programmes d'exploration et aux activités de découverte en cours.

| | Au 30 septembre 2013 | Au 31 décembre 2012 |
|---|-------------------------|------------------------|
| (en milliers de dollars) | | |
| Autres actifs courants | 173 896 | 273 107 |
| Actifs détenus en vue de la vente | 14 586 | — |
| Actifs courants | 188 482 | 273 107 |
| Liquidités soumises à des restrictions | 3 376 | 923 |
| Immobilisations corporelles | 393 919 | 404 716 |
| Autres actifs | 4 100 | — |
| Placement | — | 19 600 |
| Actifs d'impôt différé | 2 830 | 3 000 |
| Total de l'actif | 592 707 | 701 346 |
| Total du passif | 65 823 | 100 819 |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | 525 798 | 586 524 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 1 086 | 14 003 |

Au 30 septembre 2013, notre total de l'actif s'établissait à 592 707 000 \$, comparativement à 701 346 000 \$ au 31 décembre 2012. Cette diminution est liée à la perte de valeur de nos mines Samira Hill et Kiniero (voir note 11 des états financiers) et de la perte de valeur de notre placement dans GoviEx. Nous détenions 83 576 000 \$ en trésorerie et équivalents de trésorerie au 30 septembre 2013, en plus de 2 482 000 \$ inclus dans les actifs détenus en vue de la vente, comparativement à 139 451 000 \$ au 31 décembre 2012. Le solde de nos actifs se compose principalement d'immobilisations corporelles, ce qui rend compte de la nature de nos activités nécessitant des investissements en capital importants.

Au 30 septembre 2013, notre passif totalisait 65 823 000 \$ et se composait essentiellement des fournisseurs et charges à payer, de l'impôt sur le résultat à payer et des provisions.

10. Instruments financiers

Des précisions sur la nature et l'étendue des risques découlant des instruments financiers sont fournies à la note 17 des états financiers consolidés annuels de 2012 de la Société. Au cours du troisième trimestre de 2013, il n'est survenu aucun changement important dans la nature des risques découlant des instruments financiers ou dans le classement des instruments financiers. De plus, aucune modification n'a été apportée à la méthodologie servant à établir la juste valeur des instruments financiers qui sont évalués à la juste valeur dans notre état consolidé de la situation financière.

11. Obligations contractuelles

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Nos activités sont régies par des conventions minières qui portent notamment sur la protection de l'environnement. Nous exerçons nos activités de manière à préserver l'environnement et la santé des populations environnantes. Conformément aux modalités de nos conventions minières, nous effectuons des travaux de remise en état de façon progressive en cours d'exploitation, ainsi que des travaux de fermeture et de suivi à la fermeture d'une mine.

11. Obligations contractuelles (suite)

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (suite)

Au 30 septembre 2013, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 5 465 000 \$ (10 375 000 \$ au 31 décembre 2012) et sa valeur estimative non actualisée se chiffrait à 7 420 000 \$ (12 752 000 \$ au 31 décembre 2012). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2013 à 2021. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, une charge de désactualisation de 75 000 \$ (54 000 \$ en 2012) a été imputée aux résultats dans les charges financières afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2012).

Redevances gouvernementales et taxes de développement

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once.

En 2013, la Société était assujettie à une redevance de 4 % et 5 %, dont le calcul se faisait à l'aide de la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 2 355 000 \$ (2 724 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 8 781 000 \$ (10 054 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5,5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Samira Hill payable à la République du Niger. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 747 000 \$ (1 028 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 2 869 000 \$ (3 516 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Kiniero payable à la République de la Guinée. De plus, la Société doit investir 0,4 % de ses ventes d'or dans des projets locaux de développement. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 385 000 \$ (363 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 1 090 000 \$ (692 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée.

Redevance à la sortie de la fonderie – Mine Samira Hill

Par suite de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle que détenait Etruscan Resources Inc. (« Etruscan ») dans la filiale exploitant la mine Samira Hill au Niger, la Société est assujettie à une redevance à la sortie de la fonderie de 1,5 %. Cette redevance ne s'appliquera qu'une fois que la mine aura produit 750 000 onces d'or, calculées à compter du 1^{er} juillet 2009. Depuis le 1^{er} juillet 2009, la mine Samira Hill a produit un total de 207 300 onces. La Société s'est vu accorder un droit de premier refus qu'elle pourra exercer si Etruscan décide de vendre cette redevance.

Obligations d'achat

Au 30 septembre 2013, les obligations d'achat totalisaient 9 213 000 \$. De plus, au 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel, aux termes de laquelle la Société fera une avance pour la construction d'une ligne de transport à haute tension. Au 30 septembre 2013, la Société est engagée à faire une avance d'un montant résiduel de 5 071 000 \$ (2 458 000 000 FCFA) à Sonabel à l'égard de ce projet.

Paiements au titre du maintien des droits miniers

Dans le cours normal des activités, afin d'obtenir et de conserver la totalité des avantages liés à la détention de nos permis miniers, nous devons nous engager à investir un montant préétabli dans l'exploration et le développement des terrains visés par les permis que nous détenons sur la période de validité de ces permis. De plus, nous sommes tenus d'effectuer des paiements annuels pour conserver certains titres de propriété. Au 30 septembre 2013, nous respectons, sous tous leurs aspects significatifs, la totalité des obligations découlant de la détention de nos permis.

12. Principales méthodes comptables

Les méthodes comptables ayant servi à la préparation des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2013 ont été établies selon les IFRS. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités annuels de 2012 de la Société et à la note 5 des états financiers pour obtenir plus de renseignements sur les principales méthodes comptables ayant servi à l'établissement des états financiers.

13. Estimations et jugements comptables critiques

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs sont revus à chaque date de clôture pour vérifier s'il existe un indice quelconque qu'un actif a pu se déprécier, lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et lorsque les actifs satisferont aux critères de classification comme détenus en vue de la vente. Ce test requiert des jugements significatifs. Certains facteurs peuvent déclencher la nécessité de procéder à un test de dépréciation, notamment, sans s'y limiter, des tendances négatives significatives du secteur ou de la conjoncture, y compris dans le cours de l'or et dans les pertes courantes, projetées ou historiques, qui indiquent des pertes continues, une diminution de la capitalisation boursière et des dépenses d'investissement différées.

L'évaluation de la valeur recouvrable de la Société, en ce qui concerne la valeur comptable des actifs non financiers, repose sur de nombreuses hypothèses; il est donc possible qu'elle diffère de la valeur recouvrable réelle.

La valeur recouvrable repose, en partie, sur des facteurs qui peuvent être partiellement ou complètement en dehors du contrôle de la Société. Cette évaluation comporte une comparaison de la valeur recouvrable estimative des actifs non financiers à leur valeur comptable respective. Les estimations de la valeur recouvrable de la Société reposent sur de nombreuses hypothèses, notamment, sans s'y limiter, les estimations visant les cours de l'or réalisés, les charges d'exploitation, les taux de récupération de l'or, les réserves et les ressources minérales, les dépenses d'investissement et les coûts de remise en état des sites, les offres potentielles d'achat des mines à vendre ainsi que les taux de change futurs prévus. La valeur recouvrable estimative pourrait différer des valeurs réelles et les écarts pourraient être significatifs et avoir une incidence importante sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. L'estimation des réserves et des ressources minérales représente la variable la plus importante dans l'estimation de la valeur recouvrable par la Société. Une diminution des réserves et des ressources pourrait entraîner une perte de valeur qui pourrait réduire le résultat net de la Société.

L'estimation par la direction des flux de trésorerie futurs est soumise à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, il est raisonnablement possible que des changements surviennent en raison de l'évolution de la conjoncture, changements qui pourraient avoir une incidence sur la recouvrabilité des actifs non financiers de la Société.

Se reporter à la note 11 des états financiers pour le résultat des tests de dépréciation effectués pour les mines Samira Hill et Kiniero pendant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale d'immobilisations corporelles relatives aux mines étant donné que les activités minières sont assujetties à plusieurs lois et règlements sur la protection de l'environnement. En général, ces lois et règlements sont en constante évolution, et des dépenses ont déjà été faites et seront faites à l'avenir pour se conformer à ces lois et règlements.

La valeur actuelle estimative des obligations de remise en état est comptabilisée dans la période au cours de laquelle les obligations surviennent. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe est comptabilisée et la dotation aux amortissements se fait sur la durée de vie de l'actif. Le passif est augmenté à chaque période afin de refléter la tranche intérêts (désactualisation) prise en compte dans son évaluation initiale à la juste valeur, et il est aussi ajusté pour tenir compte des changements dans l'estimation du montant, du moment du changement, du taux d'actualisation et du coût des travaux à effectuer.

Les coûts de restauration future sont comptabilisés selon la meilleure estimation par la direction à la fin de chaque période des coûts en trésorerie non actualisés prévus pour chaque site. La comptabilisation des obligations de restauration et de remise en état exige de la direction qu'elle fasse des estimations des coûts futurs qui seront engagés pour réaliser les travaux nécessaires à cet égard, conformément aux lois et règlements en vigueur là où elle mène des activités minières. Les estimations dépendent des coûts de la main-d'œuvre, des répercussions environnementales connues, de l'efficacité des mesures de remise en état et de restauration, des taux d'inflation et des taux d'intérêt avant impôt qui reflètent l'évaluation du marché courante pour la valeur temps de l'argent, ainsi que des risques spécifiques à l'obligation. La direction estime aussi le moment des dépenses, lequel peut changer selon les activités opérationnelles poursuivies et les réserves minérales récemment découvertes.

Les coûts réels engagés peuvent différer de ces estimations. De plus, les changements futurs apportés aux lois et à la réglementation on environnementales pourraient accroître l'étendue des travaux de restauration et de remise en état devant être exécutés par la Société. Toute augmentation des coûts futurs pourrait avoir une incidence significative sur le résultat opérationnel. Une étude relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de notre filiale au Burkina Faso fait actuellement l'objet d'un examen. Cette étude devrait être achevée durant le quatrième trimestre de 2013.

14. Risques et incertitudes

À titre de société minière, nous sommes exposés aux risques financiers et aux risques d'exploitation liés à la nature même de nos activités. Ces risques pourraient avoir une incidence sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. Par conséquent, un placement dans nos actions ordinaires devrait être considéré comme un placement spéculatif. Les acquéreurs ou détenteurs éventuels de nos actions ordinaires devraient porter une attention particulière à tous nos facteurs de risque.

Risques financiers

Fluctuation des prix de l'or

Les variations des prix de l'or sur le marché auront une incidence importante sur la rentabilité de nos activités. La production aurifère tirée de l'exploitation minière et la volonté de tierces parties, telles que des banques centrales, de vendre et de louer de l'or ont une incidence sur l'approvisionnement en or. La demande d'or peut être influencée par la conjoncture économique, l'attractivité de l'or comme moyen de placement et la vigueur du dollar américain. Les autres facteurs comprennent les taux d'intérêt, les taux de change, l'inflation et la stabilité politique. L'incidence globale de ces facteurs est impossible à prévoir avec exactitude. Les niveaux de production à l'échelle mondiale ont également une incidence sur les prix de l'or.

En outre, le prix de l'or a, à quelques occasions, fait l'objet de variations à court terme très rapides en raison d'activités spéculatives. Les fluctuations des prix de l'or peuvent avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Fluctuation des prix du pétrole

Étant donné que nous utilisons du carburant à base de pétrole pour alimenter notre équipement minier et générer de l'électricité pour notre exploitation minière, une augmentation des prix du pétrole pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Fluctuation des taux de change

Nos activités en Afrique occidentale sont assujetties aux fluctuations des devises et ces fluctuations peuvent avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. À l'heure actuelle, l'or est vendu en dollars américains et même si la plupart de nos coûts sont également calculés en dollars américains, certains coûts sont engagés dans d'autres devises. L'appréciation des devises par rapport au dollar américain peut accroître le coût d'exploration et de production exprimé en dollars américains, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Accès aux marchés financiers

Afin de financer notre croissance, nous devons souvent nous assurer d'obtenir le capital nécessaire au moyen d'emprunts ou de capitaux propres bloqués. La disponibilité de ce capital est tributaire de la conjoncture économique générale de même que de l'intérêt des prêteurs et des investisseurs à l'égard de nos projets.

Risques opérationnels

Incertitude liée aux estimations des réserves et des ressources

Les données relatives aux réserves et aux ressources constituent des estimations fondées sur de l'information limitée acquise par forages et autres méthodes d'échantillonnage. Rien ne garantit que les tonnages et les teneurs prévus seront obtenus ni que le taux de récupération sera atteint. Les teneurs de minerai réellement récupérées pourraient différer des teneurs estimées pour les réserves et les ressources. De telles données ont été déterminées en fonction de prix de l'or et de coûts d'exploitation présumés.

La production future pourrait différer de façon importante de ce qui est prévu dans les estimations de réserves, notamment pour les raisons suivantes :

- La minéralisation et les formations pourraient différer de celles qui sont prévues par forages, échantillonnages et études similaires;
- L'augmentation des charges d'exploitation minière et de traitement pourrait avoir une incidence défavorable importante sur les réserves;
- La teneur des réserves peut varier sensiblement de temps à autre, et il n'y a aucune garantie quant à la quantité d'or qui pourra en être récupérée; et
- La baisse du cours de l'or pourrait rendre non rentable l'exploitation minière d'une partie ou de la totalité des réserves.

14. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Incertitude liée aux estimations des réserves et des ressources (suite)

L'un ou l'autre de ces facteurs pourrait entraîner une augmentation des coûts ou une diminution de nos réserves estimatives. Les facteurs à court terme, tels que la nécessité de nouveaux travaux de développement d'un gisement ou le traitement de teneurs nouvelles ou différentes, pourraient compromettre notre rentabilité. En cas de chute du cours de l'or, nous pourrions être tenus de réduire considérablement la valeur de notre placement dans des propriétés minières ou de retarder, voire d'interrompre, la production ou le développement de nouveaux projets.

Production et coût comptant d'exploitation

Rien ne garantit que les calendriers de production projetés ou prévus ou que le coût comptant d'exploitation estimatif seront respectés relativement à nos mines aurifères en exploitation. De nombreux facteurs peuvent entraîner des retards ou des accroissements de coûts, notamment des problèmes de main-d'œuvre, des pannes de courant, des problèmes de transport ou d'approvisionnement et des pannes mécaniques. Notre résultat net dépendra de la mesure dans laquelle les coûts d'exploitation projetés à l'égard de ces mines seront respectés. En outre, des facteurs d'exploitation à court terme, comme le besoin de développement ordonné de corps minéralisés ou le traitement de nouvelles ou de différentes teneurs aurifères, peuvent faire en sorte qu'une exploitation minière ne soit pas rentable au cours d'une période donnée. En outre, nos activités peuvent faire l'objet d'interruptions prolongées imputables aux conditions météorologiques. Des dangers comme des formations inusitées ou imprévues, des éclatements de roches, des pressions, des éboulements, des inondations ou d'autres situations peuvent se présenter au cours des forages et de l'enlèvement de la matière.

Notre coût comptant d'exploitation pour produire une once d'or dépend également d'un certain nombre de facteurs, notamment de la teneur des réserves, de la récupération et de la capacité de traitement. Notre rendement futur peut par conséquent différer considérablement du rendement estimatif. Étant donné que ces facteurs sont indépendants de notre volonté, rien ne garantit que notre coût comptant d'exploitation sera semblable d'une année à l'autre.

Nature de l'exploration et de l'exploitation minière

Nos programmes de développement et d'exploration ont une incidence marquée sur notre rentabilité. L'exploration et le développement de gisements minéraux comportent d'importants risques financiers sur une longue période, que même la combinaison d'une évaluation prudente, d'expérience et de connaissances ne peut éliminer. Bien que la découverte d'une structure aurifère puisse donner lieu à des rendements importants, peu de propriétés minières qui font l'objet d'une exploration sont en définitive développées en tant que mines. Il peut être nécessaire d'engager des dépenses importantes pour établir et remplacer les réserves au moyen de forages ainsi que pour construire les installations d'exploitation minière et de traitement sur un site. Il est impossible de garantir que nos programmes d'exploration actuels ou projetés sur nos propriétés d'exploration aboutiront à des exploitations minières commercialement rentables.

La viabilité économique d'un gisement d'or repose sur un certain nombre de facteurs, dont certains sont liés aux caractéristiques mêmes du gisement, comme la taille et la teneur, la proximité des infrastructures, les coûts de financement et la réglementation gouvernementale, y compris celle qui se rapporte aux taxes, aux redevances, à l'infrastructure, à l'utilisation des sols, à l'importation et à l'exportation d'or, au rapatriement des revenus et à la protection environnementale. L'incidence de ces facteurs ne peut pas être évaluée avec précision, mais la combinaison de ceux-ci peut faire en sorte que nous ne recevions pas un rendement du capital investi adéquat. Nos activités sont, et continueront d'être, exposées à tous les dangers et risques habituellement liés à l'exploration, au développement et à la production d'or et qui peuvent tous porter préjudice à la vie des personnes, aux biens et à l'environnement et entraîner une responsabilité légale éventuelle du fait de tout préjudice subi.

Épuisement de nos ressources minérales

Nous devons remplacer en permanence les réserves minérales épuisées par la production afin de maintenir des niveaux de production à long terme. Nous devons ainsi élargir les réserves minérales connues ou trouver ou acquérir de nouveaux gisements minéraux. Toutefois, il existe un risque que l'épuisement des réserves ne puisse pas être atténué par nos découvertes futures. L'exploration minière est de nature très spéculative et comporte de nombreux risques. De nombreux projets d'exploitation aurifère, sinon la plupart, ne rapportent pas les résultats escomptés, et rien ne garantit que les programmes d'exploration actuels ou futurs seront couronnés de succès. De plus, des coûts importants sont engagés afin de constituer des réserves minérales, d'ouvrir de nouvelles fosses et de construire des installations minières et de traitement. Les projets de développement ne comportent aucun historique d'exploitation à partir duquel peuvent être estimés les flux de trésorerie futurs et dépendent de la réussite des études de faisabilité, de l'obtention des permis nécessaires délivrés par les gouvernements, de l'obtention des droits de propriété ou d'autres droits fonciers et de la possibilité d'obtenir du financement. De plus, en supposant la découverte d'une mine ou d'une fosse exploitable, selon le type d'exploitation minière visé, de nombreuses années peuvent s'écouler avant le début de l'exploitation commerciale. Par conséquent, rien ne garantit que nos programmes actuels donneront lieu à de nouvelles activités minières commerciales ou à de nouvelles réserves pour remplacer ou élargir les réserves actuelles.

14. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Approvisionnement en eau

Les activités que nous exerçons à nos installations d'exploitation minière, à nos installations de traitement du minerai et à nos installations auxiliaires requièrent d'importantes quantités d'eau. Nos activités en Afrique pourraient avoir lieu dans des régions où l'eau est une ressource rare. La poursuite de notre production minière dépend de notre capacité à accéder à un approvisionnement adéquat en eau. L'insuffisance des ressources en eau, que ce soit par suite de l'adoption de nouveaux règlements ou d'autres facteurs, pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Disponibilité d'infrastructures et fluctuation des prix de l'énergie et autres marchandises

Le succès des activités d'exploration et de développement de gisements minéraux dépend de la disponibilité d'infrastructures adéquates. Des routes et des ponts adéquats, ainsi que des sources fiables d'énergie et d'eau sont autant d'éléments importants qui sont susceptibles d'avoir une incidence sur nos dépenses d'investissement et nos coûts d'exploitation. Le manque d'infrastructures, les phénomènes météorologiques inhabituels ou rares, les actes de sabotage ou de terrorisme, les mesures gouvernementales ou toute autre forme d'interférence dans l'entretien de ces infrastructures pourraient avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Plus particulièrement, la Société Nationale d'Électricité Sonabel au Burkina Faso est responsable de la construction d'une ligne de transport à haute tension qui reliera la mine Mana au réseau national d'électricité. En conséquence, nous ne pouvons prévoir avec certitude la date de construction et de mise en service de la ligne de transport ni l'étendue de sa fiabilité. Tout retard de construction ou de mise en service ou encore toute défaillance de la ligne de transport de Sonabel pourrait compromettre notre capacité à réaliser les économies prévues à Mana.

En outre, notre rentabilité est touchée par le prix du marché et la disponibilité des marchandises qui sont utilisées dans le cadre de nos activités d'exploitation, notamment le diesel, le carburant, l'électricité, l'acier, le béton et les produits chimiques (y compris le cyanure). Les prix de ces marchandises varient en fonction de différents facteurs indépendants de notre volonté. Une augmentation des coûts ou une diminution de la disponibilité des marchandises pourrait avoir une incidence défavorable importante sur la situation financière de la Société et sur son résultat opérationnel.

Licences et permis

Nous devons obtenir des licences et des permis auprès de diverses autorités gouvernementales. Nous sommes d'avis que nous possédons toutes les licences et tous les permis nécessaires en vertu des lois et des règlements applicables à l'égard de nos propriétés et que nous sommes actuellement en conformité, à tous les égards importants, avec les modalités de ces licences et permis. Toutefois, ces licences et ces permis peuvent faire l'objet de changements dans diverses circonstances. Rien ne garantit que nous pourrions obtenir ou conserver toutes les licences et tous les permis qui peuvent être requis pour poursuivre nos activités actuelles, explorer et développer les propriétés ou entreprendre la construction ou l'exploitation d'installations minières et de propriétés en cours d'exploration ou de développement. Le défaut d'obtenir de nouvelles licences et de nouveaux permis ou de parvenir à conserver ceux que nous détenons déjà pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

Risques politiques

Bien que les gouvernements du Burkina Faso et de la Guinée aient par le passé appuyé le développement de leurs ressources naturelles par des sociétés étrangères, rien ne garantit que ces gouvernements n'adopteront pas à l'avenir des politiques différentes ou de nouvelles interprétations relativement à la propriété étrangère des ressources minérales, aux taux de change, à la protection environnementale, aux relations de travail, au rapatriement des revenus ou au rendement du capital. Toute limite imposée à l'égard du transfert de trésorerie ou autres actifs entre SEMAFO et ses filiales pourrait restreindre notre capacité à financer nos activités d'exploitation, et pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

En outre, les régimes d'imposition visant les activités minières dans les territoires étrangers peuvent faire l'objet d'interprétations divergentes et de modifications constantes, et pourraient ne pas prévoir de mesures de stabilité fiscale. Notre interprétation de la loi fiscale, y compris des mesures de stabilité fiscale, et son application à nos transactions et à nos activités pourraient ne pas correspondre à l'interprétation de cette même loi par les autorités fiscales. Par conséquent, les taxes pourraient augmenter et les transactions pourraient être contestées par les autorités fiscales et nos activités faire l'objet d'une vérification, ce qui pourrait se traduire par des impôts, des pénalités et des intérêts importants.

On ne peut écarter la possibilité qu'un futur gouvernement de l'un des pays qui nous accueillent adopte des politiques sensiblement différentes ou de nouvelles interprétations qui pourraient aller jusqu'à l'expropriation des éléments d'actif. La possibilité de conflits civils et d'instabilité politique dans ces pays ou des pays voisins fait également partie des risques politiques.

14. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Questions liées aux titres de propriété

Bien que nous n'ayons aucune raison de croire que l'existence et l'étendue d'une propriété minière dans laquelle nous avons une participation pourraient être remises en question, les titres de propriété des propriétés minières peuvent faire l'objet de réclamations éventuelles de la part de tierces parties. Le défaut de conformité à toutes les lois et à tous les règlements applicables, dont le défaut d'acquitter les taxes et les impôts et de réaliser et déposer des travaux d'évaluation dans les délais prescrits, peut invalider le titre sur des parties ou la totalité des propriétés à l'égard desquelles nous détenons des licences et des permis.

Risque lié aux fournisseurs et aux entrepreneurs externes

Nous dépendons de divers services, équipements, fournitures et pièces pour mener nos opérations. Une pénurie de biens, de pièces ou de services dont nous avons besoin pourrait entraîner une hausse des coûts ou un retard dans les livraisons, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre calendrier de production ainsi que sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

En outre, nous pourrions engager notre responsabilité envers des tiers par suite des actions d'un entrepreneur. La survenance de l'un ou de plusieurs de ces risques pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Concurrence

Le secteur de l'exploration et de l'exploitation minières est concurrentiel à tous les stades. Nous livrons concurrence à bon nombre d'entreprises et de personnes, y compris des concurrents mieux pourvus en ressources financières, techniques et autres, pour la recherche et l'acquisition de propriétés minières intéressantes, d'équipement et, de plus en plus, pour la recherche de ressources humaines. Rien ne garantit que nous pourrions continuer à concurrencer avantageusement les autres sociétés minières.

Personnel qualifié et personnel clé

Pour que nos activités soient couronnées de succès, nous devons trouver et retenir des employés qualifiés qui possèdent une connaissance approfondie et une expertise du secteur minier. SEMAFO et d'autres sociétés minières se livrent une concurrence pour attirer du personnel qualifié et du personnel clé, et si nous nous trouvions dans l'incapacité d'attirer ou de retenir du personnel qualifié, ou d'établir des stratégies adéquates de planification de la relève, cela pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

Relations de travail

Nous dépendons de notre main-d'œuvre pour extraire et traiter le minerai. Nos relations avec nos employés pourraient être touchées par des changements aux relations de travail provenant, notamment, de groupes d'employés, de syndicats et des autorités gouvernementales. De plus, certains de nos employés sont représentés par des syndicats aux termes de conventions collectives. Nous pourrions nous trouver dans l'incapacité de renégocier de façon satisfaisante nos conventions collectives à leur échéance. En outre, les conventions collectives en vigueur pourraient ne pas suffire à empêcher les grèves et arrêts de travail à nos installations à l'avenir. Des interruptions de travail à l'une ou l'autre de nos propriétés pourraient avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Risques et coûts environnementaux

Toutes les étapes de notre exploitation sont assujetties à la réglementation environnementale applicable dans chacun des territoires d'exploitation visés. La législation environnementale évolue vers des normes et une application plus rigoureuses, des amendes et des pénalités accrues pour non-conformité, des études environnementales plus rigoureuses des projets proposés et un niveau accru de responsabilité pour les sociétés ainsi que pour leurs dirigeants, administrateurs et employés. Des risques environnementaux, qui nous sont inconnus à l'heure actuelle et qui ont été causés par d'anciens ou d'actuels propriétaires des propriétés ou par d'anciens ou d'actuels travaux d'exploitation sur les propriétés, peuvent exister sur nos propriétés. Le défaut de se conformer aux lois et aux règlements environnementaux applicables peut donner lieu à des mesures exécutoires et peut comprendre des mesures correctives qui nécessitent des dépenses d'investissement ou des mesures de redressement. Rien ne garantit que de futurs changements dans les lois et règlements environnementaux et les permis régissant les activités d'exploitation et générales des sociétés minières, le cas échéant, n'auront pas une incidence défavorable importante sur nos activités ou n'entraîneront pas des obligations ou des frais importants pour nous dans l'avenir.

Nous employons, dans notre processus de production minière, du cyanure de sodium, qui est une substance toxique. Advenant la fuite ou le déversement du cyanure de sodium de son système de confinement, nous pourrions être tenus responsables des travaux de décontamination, lesquels pourraient ne pas être assurés. Bien que toutes les précautions nécessaires aient été prises pour éviter le déversement de matières polluantes dans la nappe phréatique et les milieux naturels, nous pourrions être tenus responsables de risques à l'égard desquels nous ne possédons aucune assurance.

14. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Risques et coûts environnementaux (suite)

De plus, les sociétés du secteur des ressources naturelles sont tenues d'exercer leurs activités et d'effectuer la remise en état des sols qu'elles exploitent conformément à la réglementation environnementale en vigueur. Nos estimations du total des coûts définitifs liés à la fermeture des mines et à la remise en état des sols pourraient différer sensiblement des coûts réels. Tout coût de remise en état excédentaire ou imprévu pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Assurance insuffisante

Bien que nous puissions obtenir des assurances à l'égard de certains risques pour des montants que nous considérons comme suffisants, l'assurance disponible pourrait ne pas couvrir la totalité des risques potentiels auxquels peut faire face une société minière. Nous pourrions également nous trouver dans l'incapacité de conserver les assurances nécessaires pour couvrir les risques assurables moyennant des primes économiquement acceptables. La couverture d'assurance pourrait en outre ne pas être disponible dans l'avenir ou pourrait ne pas être suffisante pour couvrir toute perte résultante. De plus, l'assurance pour certains risques, comme les risques liés à la validité des droits de propriété relatifs à des concessions minières non brevetées et à des sites d'usinage, et le risque de pollution et autres dangers découlant de l'exploration et de la production, n'est généralement pas offerte aux sociétés aurifères selon des modalités acceptables. Les coûts éventuels pouvant être associés aux dommages non assurés ou en excès de la garantie ou la conformité aux lois et aux règlements applicables peuvent entraîner des retards importants et nécessiter des sorties de fonds substantielles, ce qui peut avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Nationalisme en matière de ressources

À un moment où les gouvernements africains sont aux prises avec une conjoncture économique déficitaire et déprimée, le secteur aurifère est ciblé comme une source d'accroissement des recettes publiques. Les États revoient sans cesse les modalités d'exploitation des ressources nationales qui régissent les sociétés minières. Le Burkina Faso a récemment adopté les modifications proposées à son régime d'imposition visant les activités minières, modifications qui visent à resserrer le contrôle exercé par le gouvernement sur les activités minières et qui prévoient des changements en matière d'imposition, d'obtention des permis, d'embauche des travailleurs et entrepreneurs locaux et d'autres avantages consentis à la population locale. Si cette évolution du nationalisme en matière de ressources se traduisait par l'entrée en vigueur de nouvelles lois, elle pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Relations avec les communautés environnantes

Les activités exercées par les sociétés du secteur des ressources naturelles font l'objet d'un examen de plus en plus rigoureux de la part du public. Nous subissons des pressions qui nous obligent à démontrer que nos activités commerciales génèrent non seulement un rendement satisfaisant pour nos actionnaires, mais profitent également à d'autres parties intéressées comme les gouvernements locaux et les communautés situées près de nos mines. Ces pressions pourraient entraîner d'éventuelles conséquences telles que des atteintes à notre réputation, des poursuites en justice, des obligations croissantes en matière d'investissement social et des pressions en vue de la hausse des taxes et des redevances perçues par les gouvernements locaux et les communautés environnantes. Ces pressions pourraient également compromettre notre capacité à obtenir les permis et les autorisations nécessaires à la poursuite de nos activités.

De plus, nos propriétés au Burkina Faso, au Niger et en Guinée pourraient être assujetties à des droits ou à des revendications de droits de la part de différents intervenants communautaires. En outre, des orpailleurs pourraient utiliser certaines de nos propriétés ou la totalité de celles-ci, interférant avec nos activités d'exploration et de développement sur ces propriétés.

Dépendance à l'égard des systèmes de technologie de l'information

Nos activités dépendent des systèmes de technologie de l'information. Ces systèmes peuvent subir des perturbations, des dommages ou des pannes sous l'effet de divers facteurs. Toute défaillance touchant nos systèmes de technologie de l'information pourrait se traduire par des arrêts de production, des retards opérationnels, la compromission de l'information confidentielle ou encore la destruction ou la corruption de données. En conséquence, tout dysfonctionnement de nos systèmes de technologie de l'information pourrait avoir une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel. Il pourrait aussi nuire considérablement à l'efficacité de notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

14. Risques et incertitudes (suite)

Risques opérationnels (suite)

Litiges

Toutes les industries, y compris l'industrie minière, doivent faire face à des poursuites judiciaires, qu'elles soient fondées ou non. Nous avons déjà été engagés dans diverses poursuites judiciaires, nous le sommes actuellement et nous pourrions l'être à l'avenir. Bien que nous croyions improbable que ces poursuites aient ultimement une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel, des coûts liés à la défense seront engagés, même à l'égard des actions instituées sans fondement. En raison de l'incertitude inhérente au processus de règlement des litiges, rien ne garantit que la résolution de toute procédure judiciaire particulière ou de plusieurs procédures judiciaires combinées n'aura pas une incidence défavorable importante sur notre situation financière et sur notre résultat opérationnel.

Par ailleurs, notre récente décision de placer la mine Samira Hill en mode de surveillance et maintien s'est déjà traduite en une augmentation des réclamations adressées à notre filiale au Niger. Bien que de notre avis, la plupart sinon la totalité de ces réclamations sont sans fondement, rien ne garantit que la résolution de toute procédure judiciaire particulière ou de plusieurs procédures judiciaires combinées n'aura pas une incidence défavorable importante sur cette filiale.

Lois anticorruption

Nous exerçons nos activités dans des territoires où le secteur public et le secteur privé ont déjà été entachés, dans une certaine mesure, par la corruption. Nous sommes tenus de respecter les dispositions de la Loi canadienne sur la corruption d'agents publics étrangers. On assiste depuis peu à une hausse de la fréquence et de la sévérité des sanctions appliquées en vertu de la loi. Bien que nous ayons adopté une politique anticorruption officielle et que notre Code de conduite exige le respect des lois anticorruption, rien ne garantit que nos politiques et procédures de contrôle interne nous prémuniront en tout temps contre la négligence, la fraude, la malhonnêteté ou tout autre agissement répréhensible. La violation réelle ou présumée des lois anticorruption est passible d'amendes et de sanctions civiles et pénales et elle peut nuire à notre réputation ou entraîner d'autres conséquences susceptibles d'avoir une incidence défavorable significative sur notre situation financière et notre résultat opérationnel.

15. Sommaire des résultats trimestriels (non audité, conformément aux IFRS)

| | 2013 ³ | | | 2012 ^{1,3} | | | | 2011 ³ |
|--|-------------------|----------|----------|---------------------|--------|----------|--------|-------------------|
| | T3 | T2 | T1 | T4 | T3 | T2 | T1 | T4 |
| (en milliers de dollars, sauf les montants par action) | | | | | | | | |
| Résultats des opérations poursuivies | | | | | | | | |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | 53 781 | 72 578 | 84 519 | 54 406 | 69 051 | 79 233 | 86 415 |
| Résultat opérationnel | 398 | 15 412 | 24 910 | 28 056 | 7 528 | 5 605 | 34 914 | 40 228 |
| Résultat net | | | | | | | | |
| des activités poursuivies | 2 523 | (6 479) | 16 596 | 21 237 | 3 048 | (22 150) | 28 355 | 31 227 |
| Attribuable aux : | | | | | | | | |
| - Actionnaires | 1 660 | (8 229) | 14 368 | 18 307 | 1 766 | (22 942) | 24 948 | 27 752 |
| - Participations ne donnant pas le contrôle | 863 | 1 750 | 2 228 | 2 930 | 1 282 | 792 | 3 407 | 3 475 |
| Résultat de base par action | | | | | | | | |
| des activités poursuivies | 0,01 | (0,03) | 0,05 | 0,07 | 0,01 | (0,08) | 0,09 | 0,10 |
| Résultat dilué par action | | | | | | | | |
| des activités poursuivies | 0,01 | (0,03) | 0,05 | 0,07 | 0,01 | (0,08) | 0,09 | 0,10 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies ² | 15 575 | 20 121 | 25 669 | 38 301 | 14 695 | 28 855 | 32 093 | 42 895 |
| Résultats totaux | | | | | | | | |
| Résultat net | (2 065) | (53 361) | (13 171) | (32 685) | 7 460 | (16 487) | 31 342 | 38 196 |
| Attribuable aux : | | | | | | | | |
| - Actionnaires | (2 731) | (46 475) | (7 290) | (25 751) | 7 516 | (17 515) | 28 106 | 33 277 |
| - Participations ne donnant pas le contrôle | 666 | (6 886) | (5 881) | (6 934) | (56) | 1 028 | 3 236 | 4 919 |
| Résultat de base par action | (0,01) | (0,17) | (0,03) | (0,09) | 0,03 | (0,06) | 0,10 | 0,12 |
| Résultat dilué par action | (0,01) | (0,17) | (0,03) | (0,09) | 0,03 | (0,06) | 0,10 | 0,12 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

² Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement.

³ Les montants ont été retraités pour refléter les activités abandonnées.

16. Données sur les actions en circulation

Au 12 novembre 2013, notre capital social se composait de 273 278 185 actions ordinaires émises et en circulation.

Nous avons deux régimes d'options d'achat d'actions pour nos employés, nos dirigeants, nos consultants et nos administrateurs, de même que ceux de nos filiales, soit le régime d'options sur actions (le « régime initial ») et le régime d'options sur actions de 2010 (le « régime de 2010 »). À l'assemblée générale annuelle et extraordinaire des actionnaires de 2010, nos actionnaires ont approuvé le régime de 2010. Aucune nouvelle option n'a été attribuée aux termes du régime initial depuis l'adoption du régime de 2010 par les actionnaires de SEMAFO.

Les régimes permettent l'attribution d'options incessibles visant l'achat d'actions ordinaires. Au 12 novembre 2013, des options d'achat d'actions permettant à leurs porteurs d'acquérir 8 642 750 actions ordinaires étaient en circulation.

17. Renseignements supplémentaires

Les taux de change se présentent comme suit :

| | \$ CA / \$ US | | Euro / \$ US | |
|--|---------------|--------|---------------|--------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| 31 décembre (clôture) | — | 0,9949 | — | 0,7584 |
| 31 mars (clôture) | 1,0156 | 0,9991 | 0,7787 | 0,7500 |
| 30 juin (clôture) | 1,0512 | 1,0191 | 0,7686 | 0,7894 |
| 30 septembre (clôture) | 1,0285 | 0,9837 | 0,7389 | 0,7779 |
| Premier trimestre (taux moyen) | 1,0090 | 1,0012 | 0,7570 | 0,7618 |
| Deuxième trimestre (taux moyen) | 1,0229 | 1,0122 | 0,7662 | 0,7802 |
| Troisième trimestre (taux moyen) | 1,0394 | 0,9955 | 0,7554 | 0,7989 |

18. Contrôles et procédures de communication de l'information

La direction est responsable de l'établissement et du maintien d'un système adéquat de contrôles de communication de l'information et de contrôles internes à l'égard de l'information financière. Aussi bien conçu soit-il, un système de contrôles de communication de l'information et de contrôles internes à l'égard de l'information financière comporte des limites, et même les systèmes considérés comme efficaces ne sauraient donner au mieux qu'une assurance raisonnable quant à la qualité de la préparation et de la présentation des états financiers. Il n'y a eu, au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, aucun changement aux contrôles de communication de l'information ou aux contrôles internes à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'il aura, des répercussions importantes sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

19. Mesures non conformes aux IFRS liées aux activités poursuivies

Certains des indicateurs que nous utilisons pour analyser et évaluer nos résultats représentent des mesures financières non conformes aux IFRS. Nous présentons ces mesures non conformes aux IFRS, car certains investisseurs les utilisent pour évaluer notre performance financière. Celles-ci n'ayant pas de sens normalisé prescrit par les IFRS, elles pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables que présentent d'autres sociétés. Par conséquent, elles visent à fournir des renseignements supplémentaires et ne doivent pas être considérées isolément ni être interprétées comme pouvant remplacer des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les définitions de ces mesures ainsi qu'un rapprochement de ces mesures et de celles établies conformément aux IFRS sont fournis ci-dessous.

Coût comptant d'exploitation

Ci-dessous, un rapprochement entre les coûts comptant d'exploitation calculés conformément aux normes de l'Institut de l'or et les charges d'exploitation :

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|---|---|------------|---|------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| Par once produite | | | | |
| Onces d'or produites | 38 700 | 36 600 | 122 900 | 127 100 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 29 485 | 29 944 | 87 915 | 91 590 |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (2 527) | (2 909) | (9 293) | (10 710) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or) | 1 917 | 2 525 | 1 728 | 3 937 |
| Charges d'exploitation (selon les onces produites) | 28 875 | 29 560 | 80 350 | 84 817 |
| Coût comptant d'exploitation (par once produite) | 746 | 808 | 654 | 667 |
| | | | | |
| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| Par tonne traitée | | | | |
| Tonnes de minerai traitées | 714 400 | 697 700 | 2 138 400 | 1 968 700 |
| (en milliers de dollars, à l'exception des montants par once) | | | | |
| Charges d'exploitation minière (selon les onces vendues) | 29 485 | 29 944 | 87 915 | 91 590 |
| Redevances gouvernementales et frais de vente | (2 527) | (2 909) | (9 293) | (10 710) |
| Incidence des ajustements des stocks (lingots d'or et or en voie de production) | 2 520 | 3 360 | 2 723 | 3 984 |
| Charges d'exploitation (selon les tonnes traitées) | 29 478 | 30 395 | 81 345 | 84 864 |
| Coût comptant d'exploitation (par tonne traitée) | 41 | 44 | 38 | 43 |

19. Mesures non conformes aux IFRS liées aux activités poursuivies (suite)

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles par action

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|---------------------|---|---------------------|
| | 2013 | 2012 ^{2,3} | 2013 | 2012 ^{2,3} |
| (en milliers, sauf les montants par action) | | | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies ¹ | 15 575 | 14 695 | 61 365 | 75,643 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation . | 273 268 | 273 205 | 273 262 | 273 122 |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies par action | 0,06 | 0,05 | 0,22 | 0,28 |

Mesures comptables ajustées

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|---|---|---------------------|---|---------------------|
| | 2013 | 2012 ^{2,3} | 2013 | 2012 ^{2,3} |
| Résultat opérationnel selon les IFRS | 398 | 7 528 | 40 720 | 48 047 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | — | — | — | 16 998 |
| Résultat opérationnel ajusté lié aux activités poursuivies | 398 | 7 528 | 40 720 | 65 045 |
| Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires selon les IFRS | 1 660 | 1 766 | 7 798 | 3 772 |
| Perte à la vente d'un placement courant | — | — | — | 24 297 |
| Perte de valeur du placement dans GoviEx | — | — | 19 600 | — |
| Radiation d'immobilisations corporelles | — | — | — | 16 998 |
| Impôt sur le résultat et impact des participations ne donnant pas le contrôle sur les ajustements ci-dessus | — | — | — | (4 377) |
| Résultat net ajusté lié aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires | 1 660 | 1 766 | 27 398 | 40 690 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation . | 273 268 | 273 205 | 273 262 | 273 122 |
| Résultat de base par action ajusté lié aux activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,10 | 0,15 |

20. Renseignements additionnels et information continue

Le présent rapport de gestion est daté du 12 novembre 2013. La Société présente régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse, d'états financiers et de sa notice annuelle sur le site Web de SEDAR (www.sedar.com). Vous trouverez également ces documents et d'autres informations concernant SEMAFO sur notre site Web à www.semafo.com.

¹ Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles excluent les variations des éléments hors-trésorerie du fonds de roulement.

² Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Se reporter à la note 6 des états financiers.

³ Les montants ont été retraités pour refléter les activités abandonnées.

21. Énoncés prospectifs

Le présent rapport de gestion contient des énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs impliquent des risques et incertitudes connus et inconnus ainsi que des hypothèses et, en conséquence, les résultats réels et les événements futurs pourraient différer de façon significative par rapport à ceux anticipés en vertu de ces énoncés prospectifs. Les lecteurs ne devraient donc pas s'y fier indûment. Ces énoncés prospectifs comprennent des énoncés relatifs à nos attentes quant au prix de l'or, aux objectifs de production, aux échéanciers, aux charges d'exploitation minière, aux dépenses d'investissement et aux estimations des réserves et ressources minérales. Les énoncés prospectifs comprennent des mots et expressions comme « s'engager à », « agir », « devenir », « recherche », « croissance », « prévus », « augmenté », « estimons », « croit », « devraient », « prévu », et d'autres expressions semblables. Les facteurs pouvant entraîner une variation importante de ces résultats et événements futurs par rapport aux attentes formulées explicitement ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, notre capacité de démarrer la production au deuxième trimestre de 2014, la capacité de Siou d'accroître la production et de réduire le coût comptant total par once, notre capacité à commencer les travaux de prédécouverte et la construction de la route à Siou au cours des prochains mois, notre capacité de démarrer la production à Siou dans délai de deux ans entre la découverte et la production à Siou, notre capacité de rencontrer le niveau d'investissement en capital pour Siou de \$12.5 million de dollars, les fluctuations du prix de l'or, des devises et des coûts d'exploitation, les risques inhérents à l'industrie minière, les incertitudes inhérentes au calcul des réserves et ressources minérales, les retards, les besoins de financement additionnel, le risque d'augmentation des taux d'imposition ou de redevances, ou d'adoption de nouvelles interprétations relatives à ces éléments, la stabilité politique et sociale en Afrique (y compris notre capacité à maintenir ou à renouveler les licences et permis) et d'autres risques décrits dans le présent rapport de gestion ou dans nos autres documents déposés de temps à autre auprès des autorités réglementaires canadiennes en matière de valeurs mobilières. Pour obtenir des renseignements additionnels au sujet de ces risques et d'autres risques potentiels, les lecteurs sont invités à consulter notre rapport de gestion annuel 2012 ainsi que les autres documents déposés auprès des autorités réglementaires canadiennes en matière de valeurs mobilières, disponibles à l'adresse www.sedar.com. Ces documents sont également disponibles sur notre site Web à l'adresse www.semafo.com. Nous déclinons toute responsabilité quant à la mise à jour ou à la modification de ces énoncés prospectifs, à moins que la loi ne l'exige.

Avis au lecteur

En vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 4.3 de la partie 4 du Règlement 51-102, les états financiers intermédiaires qui n'ont pas fait l'objet d'une mission d'examen doivent être accompagnés d'un avis indiquant que ces états financiers n'ont pas été examinés par un auditeur.

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société ont été préparés par la direction et la responsabilité de ces états financiers incombe à la direction.

L'auditeur indépendant de la Société n'a pas effectué une mission d'examen de ces états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités conformément aux normes établies par l'Institut Canadien des Comptables Agréés pour une mission d'examen d'états financiers intermédiaires par un auditeur de l'entité.

| ÉTATS FINANCIERS | Page |
|--|------|
| État consolidé intermédiaire de la situation financière | 36 |
| État consolidé intermédiaire du résultat | 37 |
| État consolidé intermédiaire du résultat global | 38 |
| État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres | 39 |
| Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie | 40 |
| NOTES ANNEXES | |
| 1. Constitution et nature des activités de la Société | 41 |
| 2. Mode de présentation | 41 |
| 3. Sommaire des normes comptables | 41 |
| 4. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur | 42 |
| 5. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur | 42 |
| 6. Retraitement des chiffres comparatifs | 43 |
| 7. Estimations et jugements comptables critiques | 50 |
| 8. Trésorerie et équivalents de trésorerie | 51 |
| 9. Clients et autres débiteurs | 52 |
| 10. Stocks | 52 |
| 11. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées | 53 |
| 12. Autres actifs | 55 |
| 13. Immobilisations corporelles | 56 |
| 14. Provisions | 57 |
| 15. Instruments financiers | 58 |
| 16. Charges d'exploitation minière | 59 |
| 17. Charges administratives | 60 |
| 18. Rémunération fondée sur des actions | 60 |
| 19. Charges financières | 62 |
| 20. Participations ne donnant pas le contrôle | 62 |
| 21. Résultat par action | 63 |
| 22. Engagements financiers | 63 |
| 23. Informations financières incluses dans le tableau consolidé des flux de trésorerie | 64 |
| 24. Information sectorielle | 65 |

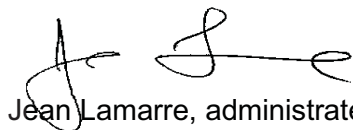
État consolidé intermédiaire de la situation financière

(en milliers de dollars américains – non audité)

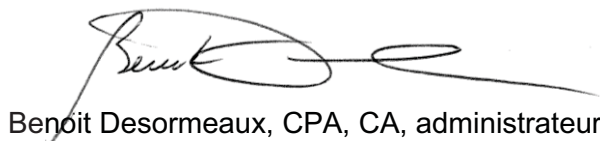
| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$(montants retraités – note 6) |
|--|----------------------------------|---|
| Actif | | |
| Actifs courants | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 8) | 83 576 | 139 451 |
| Clients et autres débiteurs (note 9) | 26 133 | 30 395 |
| Stocks (note 10) | 61 112 | 96 829 |
| Autres actifs courants | 3 075 | 6 432 |
| | 173 896 | 273 107 |
| Actifs détenus en vue de la vente (note 11) | 14 586 | – |
| | 188 482 | 273 107 |
| Actifs non courants | | |
| Liquidités soumises à des restrictions | 3 376 | 923 |
| Immobilisations corporelles (note 13) | 393 919 | 404 716 |
| Autres actifs (note 12) | 4 100 | – |
| Placement (note 15) | – | 19 600 |
| Actif d'impôt différé | 2 830 | 3 000 |
| | 404 225 | 428 239 |
| Total de l'actif | 592 707 | 701 346 |
| Passif | | |
| Passifs courants | | |
| Fournisseurs et charges à payer | 30 241 | 67 020 |
| Passifs liés aux unités d'actions restreintes | 1 100 | – |
| Provisions (note 14) | 2 395 | 2 588 |
| Avance à payer | – | 915 |
| Impôt sur le résultat à payer | 7 653 | 8 276 |
| Dividendes à verser | – | 5 492 |
| | 41 389 | 84 291 |
| Passifs détenus en vue de la vente (note 11) | 14 783 | – |
| | 56 172 | 84 291 |
| Passifs non courants | | |
| Passifs liés aux unités d'actions restreintes | 2 279 | 2 001 |
| Provisions (note 14) | 7 372 | 12 487 |
| Passifs d'impôt différé | – | 2 040 |
| Total du passif | 65 823 | 100 819 |
| Capitaux propres | | |
| Capitaux propres attribuables aux actionnaires | | |
| Capital social | 455 328 | 455 179 |
| Surplus d'apport | 13 133 | 12 232 |
| Résultats non distribués | 57 337 | 119 113 |
| | 525 798 | 586 524 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 1 086 | 14 003 |
| Total des capitaux propres | 526 884 | 600 527 |
| Total du passif et des capitaux propres | 592 707 | 701 346 |

Engagements financiers (note 22)

Approuvé par le conseil d'administration,



Jean Lamarre, administrateur



Benoît Desormeaux, CPA, CA, administrateur

État consolidé intermédiaire du résultat

(en milliers de dollars américains, sauf les montants par action – non audité)

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|---|---|---|
| | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | 54 406 | 175 847 | 202 690 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Charges d'exploitation minière (note 16) | 29 485 | 29 944 | 87 915 | 91 590 |
| Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles .. | 13 161 | 8 385 | 31 163 | 24 378 |
| Charges administratives (note 17) | 4 170 | 5 613 | 13 005 | 15 972 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 238 | 1 573 | 965 | 3 217 |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18) | 2 036 | 1 363 | 2 079 | 2 488 |
| Radiation d'immobilisations corporelles (note 13) | – | – | – | 16 998 |
| Résultat opérationnel | 398 | 7 528 | 40 720 | 48 047 |
| Autres charges (produits) | | | | |
| Produits financiers | (88) | (88) | (163) | (237) |
| Charges financières (note 19) | 196 | 127 | 938 | 335 |
| Perte (gain) de change | (1 081) | (408) | (811) | 302 |
| Perte de valeur du placement dans GoviEx (note 15) | – | – | 19 600 | – |
| Perte à la vente d'un placement courant (note 15) | – | – | – | 24 297 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 1 371 | 7 897 | 21 156 | 23 350 |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | | | | |
| Exigible | 2 323 | 4 715 | 13 074 | 16 999 |
| Différé | (3 475) | 134 | (4 557) | (2 902) |
| | (1 152) | 4 849 | 8 517 | 14 097 |
| Résultat net des activités poursuivies | 2 523 | 3 048 | 12 639 | 9 253 |
| Résultat net des activités abandonnées (note 11) | (4 588) | 4 412 | (81 236) | 13 062 |
| Résultat net de la période | (2 065) | 7 460 | (68 597) | 22 315 |
| Résultat net des activités poursuivies attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 1 660 | 1 766 | 7 798 | 3 772 |
| Participations ne donnant pas le contrôle (note 20) | 863 | 1 282 | 4 841 | 5 481 |
| | 2 523 | 3 048 | 12 639 | 9 253 |
| Résultat net de la période attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | (2 731) | 7 516 | (56 496) | 18 107 |
| Participations ne donnant pas le contrôle (note 20) | 666 | (56) | (12 101) | 4 208 |
| | (2 065) | 7 460 | (68 597) | 22 315 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | (0,02) | 0,02 | (0,24) | 0,05 |
| Résultat de base par action (note 21) | (0,01) | 0,03 | (0,21) | 0,07 |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | (0,02) | 0,02 | (0,24) | 0,05 |
| Résultat dilué par action (note 21) | (0,01) | 0,03 | (0,21) | 0,07 |

État consolidé intermédiaire du résultat global

(en milliers de dollars américains – non audité)

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|---|---|---|
| | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) |
| Résultat net de la période | (2 065) | 7 460 | (68 597) | 22 315 |
| Autres éléments du résultat global | | | | |
| Éléments pouvant être classés dans le résultat net | | | | |
| Variation de la juste valeur des placements (aucune incidence fiscale) | – | – | (19 600) | (21 503) |
| Reclassement du cumul des autres éléments du résultat global au résultat net (aucune incidence fiscale) | – | – | 19 600 | 24 297 |
| Autres éléments du résultat global de la période, après impôt | – | – | – | 2 794 |
| Total du résultat global de la période | (2 065) | 7 460 | (68 597) | 25 109 |
| Attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | (2 731) | 7 516 | (56 496) | 20 901 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 666 | (56) | (12 101) | 4 208 |
| | (2 065) | 7 460 | (68 597) | 25 109 |

État consolidé intermédiaire des variations des capitaux propres

(en milliers de dollars américains, sauf le nombre d'actions – non audité)

| | Attribuable aux actionnaires | | | | | | | TOTAL DES CAPITAUX PROPRES |
|--|------------------------------------|---------|---------------------|---|--------------------------------|----------|--|-------------------------------------|
| | Capital social | | | Cumul des autres éléments du résultat global | Résultats non distribués | Total | Participations ne donnant pas le contrôle | |
| | Actions ordinaires ¹ | Montant | Surplus d'apport | | | | | |
| | | | | | | | | |
| Solde au 1 ^{er} janvier 2012 | 273 004 | 454 746 | 10 935 | 5 686 | 138 467 | 609 834 | 16 659 | 626 493 |
| Résultat net de la période ² | — | — | — | — | 18 107 | 18 107 | 4 208 | 22 315 |
| Autres éléments du résultat global de la période | | | | | | | | |
| Éléments pouvant être classés dans le résultat net | | | | | | | | |
| Variations de la juste valeur du placement courant (aucune incidence fiscale) (note 15) | — | — | — | (21 503) | — | (21 503) | — | (21 503) |
| Reclassement du cumul des autres éléments du résultat global vers le résultat net en lien avec le placement vendu (note 15) | — | — | — | 24 297 | — | 24 297 | — | 24 297 |
| Total du résultat global de la période ² | — | — | — | 2 794 | 18 107 | 20 901 | 4 208 | 25 109 |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18) | — | — | 1 314 | — | — | 1 314 | — | 1 314 |
| Actions émises à l'exercice d'options (note 18) | 214 | 433 | (118) | — | — | 315 | — | 315 |
| Dividendes déclarés | — | — | — | — | (5 361) | (5 361) | — | (5 361) |
| Dividendes déclarés par une filiale à une participation ne donnant pas le contrôle | — | — | — | — | — | — | (787) | (787) |
| Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les transactions avec les filiales | — | — | — | — | (861) | (861) | 861 | — |
| Solde au 30 septembre 2012 ² | 273 218 | 455 179 | 12 131 | 8 480 | 150 352 | 626 142 | 20 941 | 647 083 |
| Solde au 1 ^{er} janvier 2013 ² | 273 218 | 455 179 | 12 232 | — | 119 113 | 586 524 | 14 003 | 600 527 |
| Résultat net de la période | — | — | — | — | (56 496) | (56 496) | (12 101) | (68 597) |
| Autres éléments du résultat global de la période | | | | | | | | |
| Éléments pouvant être classés dans le résultat net | | | | | | | | |
| Variations de la juste valeur du placement dans GoviEx (aucune incidence fiscale) (note 15) | — | — | — | (19 600) | — | (19 600) | — | (19 600) |
| Reclassement du cumul des autres éléments du résultat global vers le résultat net (note 15) | — | — | — | 19 600 | — | 19 600 | — | 19 600 |
| Total du résultat global de la période | — | — | — | — | (56 496) | (56 496) | (12 101) | (68 597) |
| Rémunération fondée sur des actions (note 18) | — | — | 942 | — | — | 942 | — | 942 |
| Actions émises à l'exercice d'options (note 18) | 50 | 149 | (41) | — | — | 108 | — | 108 |
| Dividendes déclarés ³ | — | — | — | — | (5 199) | (5 199) | — | (5 199) |
| Dividendes déclarés par une filiale à une participation ne donnant pas le contrôle | — | — | — | — | — | — | (897) | (897) |
| Quote-part des participations ne donnant pas le contrôle dans les transactions avec les filiales | — | — | — | — | (81) | (81) | 81 | — |
| Solde au 30 septembre 2013 | 273 268 | 455 328 | 13 133 | — | 57 337 | 525 798 | 1 086 | 526 884 |

¹ Au 30 septembre 2013, aucune action ordinaire émise n'était impayée (aucune en 2012).

² Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20. Se reporter à la note 6.

³ Le 13 mai 2013, le conseil d'administration a autorisé le versement d'un dividende en trésorerie de 0,02 \$ CA par action ordinaire, payée le 15 juillet 2013 aux actionnaires enregistrés à la clôture des marchés le 30 juin 2013.

Tableau consolidé intermédiaire des flux de trésorerie

(en milliers de dollars américains – non audité)

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|---|---|---|
| | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) | 2013 \$ | 2012 \$ (montants retraités – note 6) |
| Flux de trésorerie liés aux : | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | 2 523 | 3 048 | 12 639 | 9 253 |
| Ajustements : | | | | |
| Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles | 13 161 | 8 385 | 31 163 | 24 378 |
| Rémunération fondée sur des actions | 2 036 | 1 363 | 2 079 | 2 488 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | – | – | – | 16 998 |
| Perte de valeur du placement dans GoviEx | – | – | 19 600 | – |
| Perte à la vente d'un placement courant | – | – | – | 24 297 |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat différé | (3 475) | 134 | (4 557) | (2 902) |
| Autres | 1 330 | 1 765 | 441 | 1 131 |
| | 15 575 | 14 695 | 61 365 | 75 643 |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement (note 23 a) . | (17 710) | 19 295 | (23 598) | 5 180 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies | (2 135) | 33 990 | 37 767 | 80 823 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées | 1 353 | 15 314 | 12 654 | 38 489 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles | (782) | 49 304 | 50 421 | 119 312 |
| Activités de financement | | | | |
| Produit de l'émission de titres du capital social | – | 73 | 108 | 315 |
| Païement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle | (897) | (787) | (897) | (787) |
| Païement de dividendes aux actionnaires | (5 199) | (5 361) | (10 691) | (10 709) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies | (6 096) | (6 075) | (11 480) | (11 181) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées | – | – | – | (1 000) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement | (6 096) | (6 075) | (11 480) | (12 181) |
| Activités d'investissement | | | | |
| Placement courant | – | – | – | (4 813) |
| Avance versée à Sonabel (note 12) | – | – | (4 050) | – |
| Produit de la vente d'un placement courant | – | – | – | 5 617 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (22 170) | (30 182) | (78 526) | (108 025) |
| Diminution (augmentation) des liquidités soumises à des restrictions | – | – | (2 453) | 3 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies | (22 170) | (30 182) | (85 029) | (107 218) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées | – | (6 158) | (6 868) | (24 127) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement | (22 170) | (36 340) | (91 897) | (131 345) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (1 307) | (653) | (437) | (32) |
| Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période | (30 355) | 6 236 | (53 393) | (24 246) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période | 116 413 | 148 231 | 139 451 | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 86 058 | 154 467 | 86 058 | 154 467 |
| Moins: trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées à la fin de la période | 2 482 | – | 2 482 | – |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin de la période | 83 576 | 154 467 | 83 576 | 154 467 |
| Intérêts payés | – | – | – | – |
| Intérêts reçus | 88 | 89 | 163 | 239 |
| Impôt sur le résultat payé | 5 529 | 6 321 | 13 398 | 23 266 |

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 23)

1. Constitution et nature des activités de la Société

SEMAFO inc. (la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec) et cotée à la Bourse de Toronto et à la Bourse NASDAQ OMX de Stockholm. L'adresse du siège social de la Société est le 100, boul. Alexis-Nihon, 7^e étage, Saint-Laurent (Québec) H4M 2P3.

Les filiales de la Société sont engagées dans l'exploration, le développement et la production aurifère. Elles mènent leurs activités en Afrique occidentale et exploitent actuellement deux mines au Burkina Faso et en Guinée. Les filiales de la Société détiennent aussi des participations dans des propriétés minières. Le recouvrement potentiel des dépenses engagées sur ces propriétés et des frais différés connexes dépend de l'existence en quantité suffisante de réserves de minerai, de la capacité d'obtenir tous les permis requis, de la capacité d'obtenir le financement nécessaire pour la mise en exploitation de ces propriétés minières et de la rentabilité de la production future de la Société.

2. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») qui s'appliquent à l'établissement d'états financiers intermédiaires, y compris IAS 34, *Information financière intermédiaire*, telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les méthodes comptables appliquées lors de l'établissement des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés sont conformes à celles qui ont été appliquées lors de l'établissement des états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, sauf en ce qui a trait aux modifications touchant les méthodes comptables décrites à la note 3 et à la note 5. Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, lesquels ont été dressés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Le conseil d'administration a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés le 12 novembre 2013.

3. Sommaire des normes comptables

Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Les actifs non courants, ou groupes détenus en vue de la vente comprenant des actifs et des passifs, qui devraient être recouvrables principalement par le biais de la vente plutôt que par une utilisation continue, sont classés comme détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classification comme détenus en vue de la vente, les actifs, ou les composantes d'un groupe détenu en vue de la vente, sont réévalués au plus faible de leur valeur comptable et leur juste valeur diminuées des coûts de la vente, à l'exception des actifs financiers et des actifs d'impôt différé qui continuent d'être évalués selon les normes comptables de la Société. Les pertes de valeur issues de la classification initiale comme actifs détenus en vue de la vente ainsi que les profits et les pertes subséquents à la réévaluation sont comptabilisés dans le résultat net des activités abandonnées. Les profits ultérieurs ne sont pas comptabilisés en excédent de toute perte de valeur cumulée passée. La Société présente les actifs détenus en vue de la vente séparément de ses autres actifs et de ses passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente. Les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres passifs de la Société.

Une activité abandonnée constitue une composante de la Société qui a été cédée ou classifiée comme étant détenu en vue de la vente. Cette composante de la Société comprend des opérations et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués du reste de la Société à des fins de l'information financière et opérationnelles. Le résultat net d'une activité abandonnée, ainsi que tout profit ou perte lié à la vente sont combinés et comptabilisés au titre du résultat net des activités abandonnées dans les états consolidés du résultat. Les périodes comparatives sont retraitées afin de refléter les activités abandonnées.

Au 30 septembre 2013, les mines de la Société, Samira Hill et Kiniero, satisfont aux critères de classification comme actifs détenus en vue de la vente et des activités abandonnées. Pour plus de détails, se reporter à la note 6 et à la note 11.

4. Nouvelles normes comptables publiées, mais non encore en vigueur

IFRS 9, Instruments financiers (« IFRS 9 »)

IFRS 9 a été publiée en novembre 2009. Elle traite du classement et de l'évaluation des actifs financiers et remplace les multiples catégories et modèles d'évaluation préconisés par IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* (« IAS 39 »), pour les instruments d'emprunt, par un nouveau modèle d'évaluation mixte ne comportant que deux catégories : le coût amorti et la juste valeur par le biais du résultat net. IFRS 9 remplace aussi les modèles servant à évaluer les instruments de capitaux propres, qui sont comptabilisés soit à la juste valeur par le biais du résultat net, soit à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global. Lorsque les instruments de capitaux propres sont évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global, les dividendes, dans la mesure où ils ne représentent pas clairement un rendement des placements, sont comptabilisés par le biais du résultat net; toutefois, les autres profits et pertes (y compris les pertes de valeur) associés à ces instruments restent dans le cumul des autres éléments du résultat global indéfiniment.

Les dispositions applicables aux passifs financiers ont été ajoutées en octobre 2010 et elles correspondent essentiellement aux dispositions existantes énoncées dans IAS 39, à l'exception du fait que les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des passifs désignés comme des passifs comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net seront généralement comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. IFRS 9 s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015. La Société évalue actuellement l'incidence qu'aura son adoption sur ses états financiers consolidés.

5. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur

La Société a adopté les nouvelles normes et normes modifiées décrites ci-après, ainsi que toutes les modifications corrélatives, le cas échéant, en date du 1^{er} janvier 2013. Ces changements ont été apportés conformément aux dispositions transitoires applicables.

L'IASB a publié ou modifié les normes suivantes qui sont pertinentes : IFRS 10, *États financiers consolidés*; IFRS 11, *Partenariats*; IFRS 12, *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités*; IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*; les modifications à IAS 27, *États financiers individuels*, et à IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*; et IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert*. Toutes ces nouvelles normes ou modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013, leur adoption anticipée étant autorisée. De plus, il y a eu des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, et ces modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2012.

Voici un bref résumé des nouvelles normes ou des modifications :

IFRS 10, États financiers consolidés (« IFRS 10 »)

IFRS 10 exige d'une entité qu'elle consolide une entité émettrice si elle est exposée aux rendements variables de cette dernière, ou à des droits sur ceux-ci en raison de ses liens avec l'entité émettrice, et si elle a la capacité d'influer sur ces rendements du fait de son pouvoir sur l'entité émettrice. Selon les IFRS actuellement en vigueur, la consolidation est requise quand une entité a le pouvoir de diriger les méthodes financières et opérationnelles d'une autre entité afin de tirer des avantages de ses activités. IFRS 10 remplace SIC-12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et certaines parties d'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. La Société a réévalué ses conclusions en matière de consolidation en date du 1^{er} janvier 2013 et a déterminé que l'adoption d'IFRS 10 n'avait donné lieu à aucun changement touchant la consolidation de ses filiales.

IFRS 11, Partenariats (« IFRS 11 »)

IFRS 11 remplace IAS 31, *Participation dans des coentreprises*, et exige que les partenariats soient classés soit comme des entreprises communes, soit comme des coentreprises, selon les droits et obligations contractuels de chaque investisseur qui exerce un contrôle conjoint sur l'entreprise. Dans le cas d'une entreprise commune, une société comptabilise sa quote-part des actifs, des passifs, des produits et des charges de l'entreprise commune. Une participation dans une coentreprise est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence décrite dans IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises* (« IAS 28 »). L'adoption d'IFRS 11 n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Société.

IFRS 12, Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités (« IFRS 12 »)

IFRS 12 indique quelles sont les informations à fournir au sujet des intérêts détenus dans d'autres entités, telles que des coentreprises, des entreprises associées, des entités ad hoc et des véhicules hors bilan. La norme reprend telles quelles certaines obligations d'information existantes et établit de nouvelles obligations d'information importantes concernant la nature des participations détenues dans d'autres entités et les risques connexes. La Société a déterminé que l'adoption d'IFRS 12 n'avait aucune incidence sur ses états financiers consolidés intermédiaires et que des divulgations éventuelles pourraient être ajoutées aux états financiers consolidés annuels.

5. Nouvelles normes comptables publiées et en vigueur (suite)

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur* (« IFRS 13 »)

IFRS 13, *Évaluation de la juste valeur*, établit un cadre unique pour les évaluations de la juste valeur. L'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif repose sur des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif dans les conditions courantes du marché, notamment sur des hypothèses relatives aux risques. La Société a adopté IFRS 13 de façon prospective le 1^{er} janvier 2013. L'adoption d'IFRS 13 n'a nécessité aucun ajustement aux techniques d'évaluation utilisées par la Société pour évaluer la juste valeur et n'a donné lieu à aucun ajustement des justes valeurs au 1^{er} janvier 2013. Toutefois, des informations supplémentaires sur les instruments financiers doivent être fournies.

IFRIC 20, *Frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert* (« IFRIC 20 »)

IFRIC 20 a été publiée en octobre 2011. Elle fournit des directives sur la comptabilisation des frais de découverte engagés pendant la phase d'exploitation d'une mine à ciel ouvert lorsque l'entité tire l'un des deux avantages associés à l'activité de découverte, à savoir du minerai utilisable pouvant servir à la production de stocks ou un meilleur accès à des quantités de matière supplémentaires qui seront extraites au cours de périodes futures. Nous avons adopté la norme IFRIC 20 en date du 1^{er} janvier 2013. Au moment de l'adoption d'IFRIC 20, nous avons évalué l'actif au titre de la découverte inscrit à l'état de la situation financière au 1^{er} janvier 2012 et avons déterminé qu'il existait une composante identifiable du corps minéralisé à laquelle l'actif au titre de la découverte pouvait être associé. Par conséquent, la Société n'a présenté aucun état consolidé de la situation financière d'ouverture au 1^{er} janvier 2012, puisqu'elle n'a comptabilisé aucun ajustement du solde. Se reporter à la note 6 pour plus de détails.

Modifications d'autres normes

Des modifications ont également été apportées aux normes existantes, y compris IAS 27, *États financiers individuels* (« IAS 27R ») et IAS 28. IAS 27R traite de la comptabilisation des filiales, des entités contrôlées conjointement et des entreprises associées dans des états financiers non consolidés. Les modifications apportées à IAS 28 étendent le champ d'application de la norme aux coentreprises et reflètent les modifications apportées aux normes IFRS 10 à IFRS 13. La Société a déterminé que l'adoption de ces modifications n'avait aucune incidence importante sur ses états financiers consolidés.

De plus, il y a eu des modifications à IAS 1, *Présentation des états financiers*, afin d'exiger que les entités regroupent les éléments compris dans les autres éléments du résultat global qui sont susceptibles d'être reclassés dans le résultat net. Depuis le 1^{er} janvier 2013, la Société regroupe ces éléments dans son état consolidé du résultat global.

6. Retraitement des chiffres comparatifs

L'incidence des activités abandonnées et de l'adoption d'IFRIC 20 se présente comme suit :

Ajustements à l'état consolidé de la situation financière

| | Au 31 décembre 2012 Montants présentés antérieurement | Ajustements découlant d'une modification de méthode comptable IFRIC 20 | Au 31 décembre 2012 Montants retraités |
|---|--|--|--|
| Immobilisations corporelles | 406 030 | (1 314) | 404 716 |
| Résultats non distribués | 120 152 | (1 039) | 119 113 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 14 278 | (275) | 14 003 |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements à l'état consolidé du résultat**

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2012 | | | |
|---|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Produits – Ventes d'or | 79 419 | – | (25 013) | 54 406 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Charges d'exploitation minière | 44 753 | – | (14 809) | 29 944 |
| Dotations aux amortissements d'immobilisations corporelles | 13 331 | 514 | (5 460) | 8 385 |
| Charges administratives | 5 918 | – | (305) | 5 613 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 1 655 | – | (82) | 1 573 |
| Rémunération fondée sur des actions | 1 363 | – | – | 1 363 |
| Résultat opérationnel | 12 399 | (514) | (4 357) | 7 528 |
| Autres charges (produits) | | | | |
| Produits financiers | (89) | – | 1 | (88) |
| Charges financières | 301 | – | (174) | 127 |
| Gain de change | (765) | – | 357 | (408) |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 12 952 | (514) | (4 541) | 7 897 |
| Charge d'impôt sur le résultat | | | | |
| Exigible | 4 716 | – | (1) | 4 715 |
| Différé | 262 | – | (128) | 134 |
| | 4 978 | – | (129) | 4 849 |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | 7 974 | (514) | (4 412) | 3 048 |
| Résultat net de la période des activités abandonnées | – | – | 4 412 | 4 412 |
| Résultat net de la période | 7 974 | (514) | – | 7 460 |
| Résultat net de la période des activités poursuivies attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 7 974 | (458) | (5 750) | 1 766 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | – | (56) | 1 338 | 1 282 |
| | 7 974 | (514) | (4 412) | 3 048 |
| Résultat net de la période attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 7 974 | (458) | – | 7 516 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | – | (56) | – | (56) |
| | 7 974 | (514) | – | 7 460 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,03 | – | (0,02) | 0,01 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | – | – | 0,02 | 0,02 |
| Résultat de base par action | 0,03 | – | – | 0,03 |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,03 | – | (0,02) | 0,01 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | – | – | 0,02 | 0,02 |
| Résultat dilué par action | 0,03 | – | – | 0,03 |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements à l'état consolidé du résultat** (suite)

| | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 | | | |
|---|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Produits – Ventes d'or | 278 196 | – | (75 506) | 202 690 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Charges d'exploitation minière | 133 788 | – | (42 198) | 91 590 |
| Dotations aux amortissements d'immobilisations corporelles | 40 709 | 650 | (16 981) | 24 378 |
| Charges administratives | 17 672 | – | (1 700) | 15 972 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 3 860 | – | (643) | 3 217 |
| Rémunération fondée sur des actions | 2 488 | – | – | 2 488 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 16 998 | – | – | 16 998 |
| Résultat opérationnel | 62 681 | (650) | (13 984) | 48 047 |
| Autres charges (produits) | | | | |
| Produits financiers | (239) | – | 2 | (237) |
| Charges financières | 1 395 | – | (1 060) | 335 |
| Perte de change | 36 | – | 266 | 302 |
| Perte à la vente d'un placement courant | 24 297 | – | – | 24 297 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 37 192 | (650) | (13 192) | 23 350 |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | | | | |
| Exigible | 17 001 | – | (2) | 16 999 |
| Différé | (2 774) | – | (128) | (2 902) |
| | 14 227 | – | (130) | 14 097 |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | 22 965 | (650) | (13 062) | 9 253 |
| Résultat net de la période des activités abandonnées | – | – | 13 062 | 13 062 |
| Résultat net de la période | 22 965 | (650) | – | 22 315 |
| Résultat net de la période des activités poursuivies attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 18 552 | (445) | (14 335) | 3 772 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 4 413 | (205) | 1 273 | 5 481 |
| | 22 965 | (650) | (13 062) | 9 253 |
| Résultat net de la période attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | 18 552 | (445) | – | 18 107 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | 4 413 | (205) | – | 4 208 |
| | 22 965 | (650) | – | 22 315 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,07 | – | (0,05) | 0,02 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | – | – | 0,05 | 0,05 |
| Résultat de base par action | 0,07 | – | – | 0,07 |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,07 | – | (0,05) | 0,02 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | – | – | 0,05 | 0,05 |
| Résultat dilué par action | 0,07 | – | – | 0,07 |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements à l'état consolidé du résultat** (suite)

| | Exercice terminé le 31 décembre 2012 | | | |
|---|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Produits – Ventes d'or | 388 501 | – | (101 292) | 287 209 |
| Charges d'exploitation | | | | |
| Charges d'exploitation minière | 184 372 | – | (56 249) | 128 123 |
| Dotations aux amortissements d'immobilisations corporelles | 59 248 | 1 314 | (24 134) | 36 428 |
| Charges administratives | 24 834 | – | (2 501) | 22 333 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 5 377 | – | (1 199) | 4 178 |
| Rémunération fondée sur des actions | 3 046 | – | – | 3 046 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 16 998 | – | – | 16 998 |
| Perte de valeur | 60 000 | – | (60 000) | – |
| Résultat opérationnel | 34 626 | (1 314) | 42 791 | 76 103 |
| Autres charges (produits) | | | | |
| Produits financiers | (295) | – | 2 | (293) |
| Charges financières | 2 023 | – | (1 233) | 790 |
| Gain de change | (735) | – | 164 | (571) |
| Perte à la vente d'un placement courant | 24 297 | – | – | 24 297 |
| Résultat avant impôt sur le résultat | 9 336 | (1 314) | 43 858 | 51 880 |
| Charge (produit) d'impôt sur le résultat | | | | |
| Exigible | 24 883 | – | (2) | 24 881 |
| Différé | (6 491) | – | 3 000 | (3 491) |
| | 18 392 | – | 2 998 | 21 390 |
| Résultat net de l'exercice des activités poursuivies | (9 056) | (1 314) | 40 860 | 30 490 |
| Résultat net de l'exercice des activités abandonnées | – | – | (40 860) | (40 860) |
| Résultat net de l'exercice | (9 056) | (1 314) | – | (10 370) |
| Résultat net de l'exercice des activités poursuivies attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | (6 604) | (1 039) | 29 722 | 22 079 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (2 452) | (275) | 11 138 | 8 411 |
| | (9 056) | (1 314) | 40 860 | 30 490 |
| Résultat net de l'exercice attribuable aux : | | | | |
| Actionnaires | (6 604) | (1 039) | – | (7 643) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (2 452) | (275) | – | (2 727) |
| | (9 056) | (1 314) | – | (10 370) |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | (0,02) | (0,01) | 0,11 | 0,08 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | – | – | (0,11) | (0,11) |
| Résultat de base par action | (0,02) | (0,01) | – | (0,03) |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | (0,02) | (0,01) | 0,11 | 0,08 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | – | – | (0,11) | (0,11) |
| Résultat dilué par action | (0,02) | (0,01) | – | (0,03) |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements au tableau consolidé des flux de trésorerie**

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2012 | | | |
|--|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Flux de trésorerie liés aux : | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | 7 974 | (514) | (4 412) | 3 048 |
| Ajustements : | | | | |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 13 331 | 514 | (5 460) | 8 385 |
| Rémunération fondée sur des actions | 1 363 | – | – | 1 363 |
| Charge d'impôt sur le résultat différé | 262 | – | (128) | 134 |
| Autres | 1 925 | – | (160) | 1 765 |
| | 24 855 | – | (10 160) | 14 695 |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 24 449 | – | (5 154) | 19 295 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies | 49 304 | – | (15 314) | 33 990 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées | – | – | 15 314 | 15 314 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles | 49 304 | – | – | 49 304 |
| Activités de financement | | | | |
| Produit de l'émission de titres du capital social | 73 | – | – | 73 |
| Païement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle | (787) | – | – | (787) |
| Païement de dividendes aux actionnaires | (5 361) | – | – | (5 361) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies | (6 075) | – | – | (6 075) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées | – | – | – | – |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement | (6 075) | – | – | (6 075) |
| Activités d'investissement | | | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (36 340) | – | 6 158 | (30 182) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies | (36 340) | – | 6 158 | (30 182) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées | – | – | (6 158) | (6 158) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement | (36 340) | – | – | (36 340) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (653) | – | – | (653) |
| Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période | 6 236 | – | – | 6 236 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période . | 148 231 | – | – | 148 231 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 154 467 | – | – | 154 467 |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements au tableau consolidé des flux de trésorerie** (suite)

| | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 | | | |
|--|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Flux de trésorerie liés aux : | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | 22 965 | (650) | (13 062) | 9 253 |
| Ajustements : | | | | |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 40 709 | 650 | (16 981) | 24 378 |
| Rémunération fondée sur des actions | 2 488 | – | – | 2 488 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 16 998 | – | – | 16 998 |
| Perte à la vente d'un placement courant | 24 297 | – | – | 24 297 |
| Produit d'impôt sur le résultat différé | (2 774) | – | (128) | (2 902) |
| Autres | 2 159 | – | (1 028) | 1 131 |
| | 106 842 | – | (31 199) | 75 643 |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement | 12 470 | – | (7 290) | 5 180 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies | 119 312 | – | (38 489) | 80 823 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées | – | – | 38 489 | 38 489 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles | 119 312 | – | – | 119 312 |
| Activités de financement | | | | |
| Produit de l'émission de titres du capital social | 315 | – | – | 315 |
| Remboursement de l'avance à payer | (1 000) | – | 1 000 | – |
| Païement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle | (787) | – | – | (787) |
| Païement de dividendes aux actionnaires | (10 709) | – | – | (10 709) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies | (12 181) | – | 1 000 | (11 181) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées | – | – | (1 000) | (1 000) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement | (12 181) | – | – | (12 181) |
| Activités d'investissement | | | | |
| Placement courant | (4 813) | – | – | (4 813) |
| Produit de la vente d'un placement courant | 5 617 | – | – | 5 617 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (132 452) | – | 24 427 | (108 025) |
| Diminution des liquidités soumises à des restrictions | 303 | – | (300) | 3 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies | (131 345) | – | 24 127 | (107 218) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées | – | – | (24 127) | (24 127) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement | (131 345) | – | – | (131 345) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | (32) | – | – | (32) |
| Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période | (24 246) | – | – | (24 246) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période . | 178 713 | – | – | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 154 467 | – | – | 154 467 |

6. Retraitement des chiffres comparatifs (suite)**Ajustements au tableau consolidé des flux de trésorerie** (suite)

| | Exercice terminé le 31 décembre 2012 | | | |
|--|---|----------|--------------------------|-----------------------|
| | Montants présentés antérieurement | IFRIC 20 | Activités abandonnées | Montants retraités |
| Flux de trésorerie liés aux : | | | | |
| Activités opérationnelles | | | | |
| Résultat net de la période des activités poursuivies | (9 056) | (1 314) | 40 860 | 30 490 |
| Ajustements : | | | | |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 59 248 | 1 314 | (24 134) | 36 428 |
| Rémunération fondée sur des actions | 3 046 | – | – | 3 046 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 16 998 | – | – | 16 998 |
| Perte à la vente d'un placement courant | 24 297 | – | – | 24 297 |
| Perte de valeur | 60 000 | – | (60 000) | – |
| Produit d'impôt sur le résultat différé | (6 491) | – | 3 000 | (3 491) |
| Provisions | 3 980 | – | – | 3 980 |
| Autres | 3 384 | – | (1 188) | 2 196 |
| | 155 406 | – | (41 462) | 113 944 |
| Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement . | (750) | – | (4 386) | (5 136) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles poursuivies | 154 656 | – | (45 848) | 108 808 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles abandonnées | – | – | 45 848 | 45 848 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles | 154 656 | – | – | 154 656 |
| Activités de financement | | | | |
| Produit de l'émission de titres du capital social | 315 | – | – | 315 |
| Remboursement de l'avance à payer | (2 000) | – | 2 000 | – |
| Païement de dividendes aux participations ne donnant pas le contrôle | (787) | – | – | (787) |
| Païement de dividendes aux actionnaires | (10 709) | – | – | (10 709) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies | (13 181) | – | 2 000 | (11 181) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement abandonnées | – | – | (2 000) | (2 000) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités de financement | (13 181) | – | – | (13 181) |
| Activités d'investissement | | | | |
| Placement courant | (4 813) | – | – | (4 813) |
| Produit de la vente d'un placement courant | 5 617 | – | – | 5 617 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | (180 766) | – | 24 632 | (156 134) |
| Diminution des liquidités soumises à des restrictions | 303 | – | (300) | 3 |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies | (179 659) | – | 24 332 | (155 327) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées | – | – | (24 332) | (24 332) |
| Flux nets de trésorerie liés aux activités d'investissement | (179 659) | – | – | (179 659) |
| Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie | | | | |
| | (1 078) | – | – | (1 078) |
| Variation de la trésorerie et équivalents de trésorerie au cours de la période | | | | |
| | (39 262) | – | – | (39 262) |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période . | 178 713 | – | – | 178 713 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période | 139 451 | – | – | 139 451 |

7. Estimations et jugements comptables critiques

Dépréciation d'actifs non financiers

Les actifs sont revus à chaque date de clôture pour vérifier s'il existe un indice quelconque qu'un actif a pu se déprécier, lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable et lorsque les actifs satisferont aux critères de classification comme détenus en vue de la vente. Ce test requiert des jugements significatifs. Certains facteurs peuvent déclencher la nécessité de procéder à un test de dépréciation, notamment, sans s'y limiter, des tendances négatives significatives du secteur ou de la conjoncture, y compris dans le cours de l'or et dans les pertes courantes, projetées ou historiques, qui indiquent des pertes continues, une diminution de la capitalisation boursière et des dépenses d'investissement différées.

L'évaluation de la valeur recouvrable de la Société, en ce qui concerne la valeur comptable des actifs non financiers, repose sur de nombreuses hypothèses; il est donc possible qu'elle diffère de la valeur recouvrable réelle.

La valeur recouvrable repose, en partie, sur des facteurs qui peuvent être partiellement ou complètement en dehors du contrôle de la Société. Cette évaluation comporte une comparaison de la valeur recouvrable estimative des actifs non financiers à leur valeur comptable respective. Les estimations de la valeur recouvrable de la Société reposent sur de nombreuses hypothèses, notamment, sans s'y limiter, les estimations visant les cours de l'or réalisés, les charges d'exploitation, les taux de récupération de l'or, les réserves et les ressources minérales, les dépenses d'investissement et les coûts de remise en état des sites, les offres potentielles d'achat des mines à vendre ainsi que les taux de change futurs prévus. La valeur recouvrable estimative pourrait différer des valeurs réelles et les écarts pourraient être significatifs et avoir une incidence importante sur la situation financière et le résultat opérationnel de la Société. L'estimation des réserves et des ressources minérales représente la variable la plus importante dans l'estimation de la valeur recouvrable par la Société. Une diminution des réserves et des ressources pourrait entraîner une perte de valeur qui pourrait réduire le résultat net de la Société.

L'estimation par la direction des flux de trésorerie futurs est soumise à des risques et à des incertitudes. Par conséquent, il est raisonnablement possible que des changements surviennent en raison de l'évolution de la conjoncture, changements qui pourraient avoir une incidence sur la recouvrabilité des actifs non financiers de la Société.

Se reporter à la note 11 des états financiers pour le résultat des tests de dépréciation effectués pour les mines Samira Hill et Kiniero pendant la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations découlent du développement, de la construction et de l'exploitation normale d'immobilisations corporelles relatives aux mines étant donné que les activités minières sont assujetties à plusieurs lois et règlements sur la protection de l'environnement. En général, ces lois et règlements sont en constante évolution, et des dépenses ont déjà été faites et seront faites à l'avenir pour se conformer à ces lois et règlements.

La valeur actuelle estimative des obligations de remise en état est comptabilisée dans la période au cours de laquelle les obligations surviennent. Une augmentation correspondante de la valeur comptable de l'actif connexe est comptabilisée et la dotation aux amortissements se fait sur la durée de vie de l'actif. Le passif est augmenté à chaque période afin de refléter la tranche intérêts (désactualisation) prise en compte dans son évaluation initiale à la juste valeur, et il est aussi ajusté pour tenir compte des changements dans l'estimation du montant, du moment du changement, du taux d'actualisation et du coût des travaux à effectuer.

Les coûts de restauration future sont comptabilisés selon la meilleure estimation par la direction à la fin de chaque période des coûts en trésorerie non actualisés prévus pour chaque site. La comptabilisation des obligations de restauration et de remise en état exige de la direction qu'elle fasse des estimations des coûts futurs qui seront engagés pour réaliser les travaux nécessaires à cet égard, conformément aux lois et règlements en vigueur là où elle mène des activités minières. Les estimations dépendent des coûts de la main-d'œuvre, des répercussions environnementales connues, de l'efficacité des mesures de remise en état et de restauration, des taux d'inflation et des taux d'intérêt avant impôt qui reflètent l'évaluation du marché courante pour la valeur temps de l'argent, ainsi que des risques spécifiques à l'obligation. La direction estime aussi le moment des dépenses, lequel peut changer selon les activités opérationnelles poursuivies et les réserves minérales récemment découvertes.

Les coûts réels engagés peuvent différer de ces estimations. De plus, les changements futurs apportés aux lois et à la réglementation environnementales pourraient accroître l'étendue des travaux de restauration et de remise en état devant être exécutés par la Société. Toute augmentation des coûts futurs pourrait avoir une incidence significative sur le résultat opérationnel. Une étude relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations de notre filiale au Burkina Faso fait actuellement l'objet d'un examen. Cette étude devrait être achevée durant le quatrième trimestre de 2013.

7. Estimations et jugements comptables critiques (suite)

Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Une activité abandonnée constitue une composante de la Société qui peut être clairement distingué du reste de la Société à des fins opérationnelles et aux fins de l'information financière, et devrait être récupérée principalement par la vente plutôt que par une utilisation continue. Les actifs et les passifs sont présentés comme détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière lorsque la vente est hautement probable, l'actif ou le groupe destiné à la vente est disponible pour la vente immédiate dans son état actuel et la direction est engagée à la vente, qui devrait se conclure dans l'année suivant la date de classification. Les résultats des opérations ainsi que tout gain ou perte résultant de la vente sont exclus du résultat et sont présentés séparément comme résultat net des activités abandonnées.

8. Trésorerie et équivalents de trésorerie

| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|---------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| Trésorerie | 62 576 | 119 451 |
| Équivalents de trésorerie | 21 000 | 20 000 |
| | 83 576 | 139 451 |

Au 30 septembre 2013, la trésorerie comprenait l'encaisse ainsi que des dépôts à vue d'un montant de 62 576 000 \$, ce qui incluait 17 691 000 \$ d'encaisse portant intérêt au taux de 0,4000 % par an.

Les équivalents de trésorerie dont disposait la Société au 30 septembre 2013 se composaient de trois dépôts bancaires à coupon zéro de 5 000 000 \$ chacun et un dépôt bancaire à coupon zéro de 6 000 000 \$ (totalisant 21 000 000 \$) venant à échéance entre le 18 décembre 2013 et le 24 mars 2014 et portant intérêt à un taux se situant entre 0,1200 % et 0,1225 % par an.

Au 31 décembre 2012, la trésorerie comprenait l'encaisse ainsi que des dépôts à vue d'un montant de 119 451 000 \$, ce qui incluait 33 530 000 \$ d'encaisse portant intérêt au taux de 0,4000 % par an.

Les équivalents de trésorerie dont disposait la Société au 31 décembre 2012 se composaient de quatre dépôts bancaires à coupon zéro de 5 000 000 \$ chacun (totalisant 20 000 000 \$) portant intérêt à un taux se situant entre 0,1525 % et 0,1700 % par an et venant à échéance entre le 26 mars 2013 et le 21 juin 2013.

Malgré le fait que la période de placement de ces dépôts bancaires soit supérieure à 90 jours, ceux-ci sont réputés être des équivalents de trésorerie hautement liquides, car ils peuvent être rachetés en tout temps sans pénalité.

9. Clients et autres débiteurs

| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|-----------------------------|----------------------------------|---------------------------------|
| Créances clients – or | 471 | 11 119 |
| Autres débiteurs | 25 662 | 19 276 |
| | 26 133 | 30 395 |

Les créances clients se rapportent aux livraisons d'or dont le paiement n'a pas encore été effectué. Elles ne portent pas intérêt et sont généralement réglées dans les 15 jours suivant la date de la livraison. Les créances clients ne sont ni en souffrance ni dépréciées.

Les autres débiteurs incluent des montants à recevoir au titre de la taxe sur la valeur ajoutée (la « TVA ») totalisant 24 352 000 \$ au 30 septembre 2013 (17 978 000 \$ au 31 décembre 2012). Ces montants ne portent pas intérêt et sont généralement réglés dans un délai de 1 à 6 mois.

Au 30 septembre 2013, la Société ne détenait aucune garantie sur les créances (aucune garantie au 31 décembre 2012).

10. Stocks

| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|---|----------------------------------|---------------------------------|
| Lingots d'or | 5 103 | 7 714 |
| Or en voie de production | 9 952 | 13 640 |
| Minerai empilé | 1 803 | 7 102 |
| Fournitures et pièces de rechange | 44 254 | 68 373 |
| | 61 112 | 96 829 |

Le coût des stocks qui a été imputé aux résultats représente principalement les charges d'exploitation minière et la quasi-totalité de la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, une provision de 1 395 000 \$ a été comptabilisée (107 000 \$ en 2012). Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, une provision de 1 395 000 \$ a été comptabilisée (262 000 \$ en 2012).

11. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Au 30 septembre 2013, la direction est engagée à vendre les mines Samira Hill et Kiniero (groupes détenus en vue de la vente) dans leur condition actuelle. Leur vente devrait se conclure dans l'année suivant leur classification comme des actifs d'un groupe détenu en vue de la vente. Durant le troisième trimestre de 2013, la mine Samira Hill a été placée en mode d'entretien et de maintenance.

La Société a conclu que les mines Samira Hill et Kiniero répondent aux critères de classification comme des actifs d'un groupe détenu en vue de la vente et comme des activités abandonnées. Par conséquent, la société a présenté les segments des mines Samira Hill et Kiniero dans les états financiers consolidés intermédiaires comme des actifs d'un groupe détenu en vue de la vente et a dû les réévaluer au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de vente. Aucune perte de valeur n'a été constatée à la suite de la réévaluation pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2013.

Au 30 septembre 2013, les états de la situation financière de la mine Samira Hill et de la mine Kiniero sont présentés dans le tableau ci-dessous :

| | Au 30 septembre 2013 | | |
|---|-----------------------------|--------------------------|---------------|
| | Samira Hill, Niger \$ | Kiniero, Guinée \$ | Total \$ |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 868 | 1 614 | 2 482 |
| Clients et autres débiteurs | 98 | 191 | 289 |
| Stocks | 2 741 | 1 896 | 4 637 |
| Autres actifs courants | 518 | 199 | 717 |
| Immobilisations corporelles ¹ | 3 922 | 2 539 | 6 461 |
| Total des actifs détenus en vue de la vente | 8 147 | 6 439 | 14 586 |
| Fournisseurs et charges à payer | 4 150 | 3 073 | 7 223 |
| Avance à payer | 984 | – | 984 |
| Provisions ² | 4 533 | 2 043 | 6 576 |
| Total des passifs détenus en vue de la vente | 9 667 | 5 116 | 14 783 |

¹ Ce montant comprend une valeur comptable nette de 59 455 000 \$ au 1^{er} janvier 2013 (voir note 13), des acquisitions de 6 307 000 \$, réduit par une charge de dépréciation de 8 575 000 \$ et une perte de valeur de 50 726 000 \$ pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

² Ce montant comprend une valeur comptable nette de 6 064 000 \$ au 1^{er} janvier 2013 (voir note 14), des provisions supplémentaires de 208 000 \$, augmenté par une charge de désactualisation de 318 000 \$ et réduit d'un montant de 14 000 \$ utilisé lors de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013.

11. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées (suite)

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2013, l'analyse du résultat des activités abandonnées de la mine Samira Hill et de la mine Kiniero est présentée dans le tableau ci-dessous :

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2013 | | | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 | | |
|---|---|--------------------------|----------------|---|--------------------------|-----------------|
| | Samira Hill, Niger \$ | Kiniero, Guinée \$ | Total \$ | Samira Hill, Niger \$ | Kiniero, Guinée \$ | Total \$ |
| Produits – Ventes d'or | 13 140 | 7 229 | 20 369 | 50 798 | 20 403 | 71 201 |
| Charges d'exploitation minière | 11 719 | 5 968 | 17 687 | 36 260 | 13 683 | 49 943 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 457 | 3 293 | 3 750 | 7 440 | 4 937 | 12 377 |
| Perte de valeur | – | – | – | 49 796 | 32 830 | 82 626 |
| Autres | 3 030 | 490 | 3 520 | 3 864 | 627 | 4 491 |
| Résultat net avant impôt sur le résultat des activités abandonnées | (2 066) | (2 522) | (4 588) | (46 562) | (31 674) | (78 236) |
| Charge d'impôt sur le résultat | – | – | – | 3 000 | – | 3 000 |
| Résultat net de la période des activités abandonnées | (2 066) | (2 522) | (4 588) | (49 562) | (31 674) | (81 236) |
| Attribuable aux: | | | | | | |
| Actionnaires | (1 771) | (2 620) | (4 391) | (37 799) | (26 495) | (64 294) |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (295) | 98 | (197) | (11 763) | (5 179) | (16 942) |

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des pertes de valeur de 82 626 000 \$ (néant en 2012) ont été comptabilisées en lien avec les mines Samira Hill et Kiniero à la suite de diminutions significatives du prix de l'or, du fait que la valeur comptable des actifs nets de la Société ont dépassé la capitalisation boursière, et de la décision de réduire les opérations aux mines Samira Hill et Kiniero à un état d'entretien et de maintenance en 2013. Les pertes de valeur totalisant \$82 626 000 comprenaient des montants de \$50 726 000 se rapportant aux immobilisations corporelles, \$31 085 000 se rapportant au minerai empilé et aux pièces de rechange, ainsi que \$815 000 se rapportant aux autres débiteurs.

Pour les mines Samira Hill et Kiniero, le test de dépréciation au 30 juin 2013 a indiqué que la valeur recouvrable calculée en fonction de la juste valeur diminuée des coûts de la vente, laquelle a été déterminée selon la valeur actualisée des flux de trésorerie, était inférieure à la valeur comptable de l'unité génératrice de trésorerie. Un taux d'actualisation après impôt de 8,5 %, ajusté en fonction de l'inflation, a été utilisé aux fins du calcul de la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, aucune perte de valeur additionnelle n'a été comptabilisée (néant en 2012).

11. Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées (suite)

Pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 30 septembre 2012, l'analyse du résultat des activités abandonnées de la mine Samira Hill et de la mine Kiniero est présentée dans le tableau ci-dessous :

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2012 | | | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 | | |
|---|---|--------------------------|-------------|---|--------------------------|-------------|
| | Samira Hill, Niger \$ | Kiniero, Guinée \$ | Total \$ | Samira Hill, Niger \$ | Kiniero, Guinée \$ | Total \$ |
| Produits – Ventes d'or..... | 18 193 | 6 820 | 25 013 | 62 493 | 13 013 | 75 506 |
| Charges d'exploitation minière..... | 11 751 | 3 058 | 14 809 | 35 482 | 6 716 | 42 198 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 4 464 | 996 | 5 460 | 14 837 | 2 144 | 16 981 |
| Autres | 307 | (104) | 203 | 2 110 | 1 025 | 3 135 |
| Résultat net avant impôt sur le résultat des activités abandonnées | 1 671 | 2 870 | 4 541 | 10 064 | 3 128 | 13 192 |
| Charge d'impôt sur le résultat | 128 | 1 | 129 | 128 | 2 | 130 |
| Résultat net de la période des activités abandonnées | 1 543 | 2 869 | 4 412 | 9 936 | 3 126 | 13 062 |
| Attribuable aux: | | | | | | |
| Actionnaires | 2 426 | 3 324 | 5 750 | 9 764 | 4 571 | 14 335 |
| Participations ne donnant pas le contrôle | (883) | (455) | (1 338) | 172 | (1 445) | (1 273) |

12. Autres actifs

Au 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel (« Sonabel »), aux termes de laquelle la Société avancera 9 284 000 \$ (4 500 000 000 FCFA) pour la construction d'une ligne de transport à haute tension pour fournir l'électricité à la mine Mana. Ce montant est remboursable à la Société par Sonabel sur une période de huit ans suivant la mise en service qui est présentement prévue pour le troisième trimestre de 2014.

Au deuxième trimestre de 2013, une avance de 4 100 000 \$ (2 041 944 000 FCFA) a été effectuée à Sonabel à l'égard de ce projet. Cette avance ne porte pas intérêt et est mesurée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Au 30 juin 2013, la Société a comptabilisé une avance à recevoir de 2 812 000 \$, laquelle a été déterminée selon un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 %. Une immobilisation incorporelle de 1 288 000 \$ a été comptabilisée et correspond à la différence entre le montant payé à Sonabel et l'avance à recevoir comptabilisée à la date de transaction. Cette immobilisation incorporelle représente le droit de bénéficier des avantages futurs provenant de la source future d'approvisionnement énergétique.

Notes annexes

(en dollars américains, sauf indication contraire; les chiffres des tableaux sont présentés en milliers de dollars américains – non audité)

13. Immobilisations corporelles

| | Coûts d'acquisition et frais d'exploration et de développement différés | Bâtiments et matériel relatifs à l'exploitation minière | Équipement d'extraction minière | Matériel roulant, matériel de communication et matériel informatique | TOTAL |
|---|---|---|---------------------------------------|--|----------------|
| | \$ | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Période de neuf mois terminée le | | | | | |
| 30 septembre 2013 | | | | | |
| Valeur comptable nette au début de la période ¹ | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Acquisitions | 68 389 | 14 570 | 3 335 | 602 | 86 896 |
| Actifs détenus en vue de la vente (note 11) ... | (36 924) | (14 879) | (6 920) | (732) | (59 455) |
| Dotation aux amortissements | (17 805) | (7 832) | (11 154) | (1 447) | (38 238) |
| Valeur comptable nette à la fin de la période | 201 433 | 126 353 | 61 373 | 4 760 | 393 919 |
| Au 30 septembre 2013 | | | | | |
| Coût | 279 810 | 176 691 | 96 695 | 11 613 | 564 809 |
| Cumul des amortissements | (78 377) | (50 338) | (35 322) | (6 853) | (170 890) |
| Valeur comptable nette | 201 433 | 126 353 | 61 373 | 4 760 | 393 919 |
| Actifs non amortis inclus dans ce qui précède ² | 3 854 | 13 814 | 51 | 101 | 17 820 |
| Exercice terminé le 31 décembre 2012¹ | | | | | |
| Valeur comptable nette au début de l'exercice | 183 205 | 122 445 | 50 475 | 6 062 | 362 187 |
| Acquisitions | 100 035 | 38 277 | 42 588 | 3 286 | 184 186 |
| Radiation ³ | (16 998) | – | – | – | (16 998) |
| Perte de valeur | (40 380) | (12 720) | (6 000) | (900) | (60 000) |
| Dotation aux amortissements | (38 089) | (13 508) | (10 951) | (2 111) | (64 659) |
| Valeur comptable nette à la fin de l'exercice... | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Au 31 décembre 2012¹ | | | | | |
| Coût | 380 193 | 220 986 | 116 272 | 17 971 | 735 422 |
| Cumul des amortissements | (192 420) | (86 492) | (40 160) | (11 634) | (330 706) |
| Valeur comptable nette | 187 773 | 134 494 | 76 112 | 6 337 | 404 716 |
| Actifs non amortis inclus dans ce qui précède ² | 4 800 | 35 350 | 18 796 | 133 | 59 079 |

¹ Les montants ont été retraités par suite de l'adoption de la norme IFRIC 20. Se reporter à la note 6.

² Les actifs non amortis comprennent les pièces de rechange essentielles non installées de 6 157 000 \$ (6 369 000 \$ au 31 décembre 2012) et les actifs en cours de construction ou en transit de 11 663 000 \$ (52 710 000 \$ au 31 décembre 2012).

³ En 2012, la Société a radié un montant de 16 998 000 \$ relatif à ses immobilisations corporelles. Ces charges découlent de la conversion du projet d'exploitation minière souterraine à Mana, au Burkina Faso, en un projet d'exploitation d'une superfosse. Elles comprennent essentiellement les dépenses relatives aux études de faisabilité, à la sous-traitance et aux infrastructures se rapportant spécifiquement au projet d'exploitation souterraine. La valeur recouvrable a été établie d'après la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs estimés à néant. La juste valeur diminuée des coûts de la vente a été déterminée d'après la meilleure information disponible permettant d'estimer le montant qu'une entité pourrait obtenir à la cession de l'actif.

14. Provisions

| | Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations \$ | Autres \$ | Total \$ |
|---|---|--------------|--------------|
| Au 1 ^{er} janvier 2012 | 8 505 | – | 8 505 |
| Provisions supplémentaires | 1 274 | 4 700 | 5 974 |
| Augmentation attribuable à la charge de désactualisation | 596 | – | 596 |
| Au 31 décembre 2012 | 10 375 | 4 700 | 15 075 |
| Provisions supplémentaires | 928 | – | 928 |
| Provisions classifiées dans les passifs détenus en vue de la vente .. | (6 064) | – | (6 064) |
| Augmentation attribuable à la charge de désactualisation | 226 | 141 | 367 |
| Utilisées au cours de la période | – | (539) | (539) |
| Au 30 septembre 2013 | 5 465 | 4 302 | 9 767 |

| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 septembre 2012 \$ |
|---------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| Partie courante | 2 395 | 2 588 |
| Partie non courante | 7 372 | 12 487 |
| | 9 767 | 15 075 |

Au 30 septembre 2013, le passif au titre des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations s'établissait à 5 465 000 \$ (10 375 000 \$ au 31 décembre 2012) et sa valeur estimative non actualisée se chiffrait à 7 420 000 \$ (12 752 000 \$ au 31 décembre 2012). Les sorties de fonds au titre de ces obligations devraient être effectuées au cours des exercices 2013 à 2021. Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2013, une charge d'actualisation de 75 000 \$ (54 000 \$ en 2012) a été imputée aux résultats dans les charges financières afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2012).

Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, une charge d'actualisation de 226 000 \$ (166 000 \$ en 2012) a été imputée aux résultats dans les charges financières afin de rendre compte d'une augmentation de la valeur comptable de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, laquelle a été établie à l'aide d'un taux d'actualisation moyen pondéré de 7 % (7 % en 2012).

Les autres provisions comprennent une entente de rémunération spéciale de 2 302 000 \$ (2 700 000 \$ au 31 décembre 2012) conclue avec l'ancien président et chef de la direction dont la valeur non actualisée se chiffrait à 2 563 000 \$ (3 218 000 \$ au 31 décembre 2012). La provision restante est une provision au titre de l'impôt de 2 000 000 \$ (2 000 000 \$ au 31 décembre 2012) relative à un avis de cotisation reçue du gouvernement du Burkina Faso. La société défend vigoureusement ses positions et a entamé des procédures administratives de révision.

15. Instruments financiers

Catégories d'évaluation

Les actifs financiers et les passifs financiers ont été classés dans des catégories qui définissent leur base d'évaluation et, dans le cas des éléments évalués à la juste valeur, qui déterminent si les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans l'état consolidé du résultat ou dans l'état consolidé du résultat global. Ces catégories sont les suivantes : prêts et créances, actifs disponibles à la vente et, dans le cas des passifs, au coût amorti. Le tableau qui suit présente la valeur comptable des actifs et des passifs classés dans chacune de ces catégories au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012.

| | Au 30 septembre 2013 \$ | Au 31 décembre 2012 \$ |
|--|----------------------------------|---------------------------------|
| Actifs financiers | | |
| Prêts et créances | | |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 83 576 | 139 451 |
| Liquidités soumises à des restrictions | 3 376 | 923 |
| Créances clients – or | 471 | 11 119 |
| Avance à recevoir | 2 812 | – |
| Autres débiteurs (à l'exception de la TVA) | 1 310 | 1 298 |
| Actifs disponibles à la vente | | |
| Placement dans GoviEx | – | 19 600 |
| | 91 545 | 172 391 |
| Passifs financiers | | |
| Coût amorti | | |
| Dettes fournisseurs et autres passifs financiers | 25 604 | 53 853 |
| Dividendes à verser | – | 5 492 |
| Avance à payer | – | 915 |
| | 25 604 | 60 260 |

Juste valeur

La Société estime que la valeur comptable de tous ses passifs financiers comptabilisés au coût amorti dans ses états financiers avoisine leur juste valeur, y compris l'avance à payer, dont la valeur comptable est jugée avoisiner sa juste valeur en raison de l'échéance rapprochée de ce passif. Les actifs et les passifs financiers courants sont évalués à la valeur comptable, qui est considérée comme une estimation raisonnable de leur juste valeur en raison de leur échéance rapprochée. C'est le cas de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients – or, des autres débiteurs (à l'exception de la TVA), des liquidités soumises à des restrictions, des dettes fournisseurs et des autres passifs financiers, des dividendes à verser et de l'avance à payer.

La hiérarchie de la juste valeur selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués se présente comme suit :

- Niveau 1 – comprend les prix non ajustés cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.
- Niveau 2 – comprend des données, autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement, soit indirectement.
- Niveau 3 – comprend des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables du marché.

Le service des finances de la Société est responsable de l'évaluation des instruments financiers, y compris ceux classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. Le processus d'évaluation et les résultats en ressortant sont passés en revue et approuvés chaque trimestre par la direction, aux dates de clôture des trimestres de la Société. Les résultats de l'évaluation font l'objet de discussions avec le comité d'audit dans le cadre de la revue trimestrielle des états financiers de la Société. Selon son analyse de la nature et des caractéristiques des titres de capitaux propres et des risques qui y sont associés, la Société a déterminé qu'il était approprié de présenter ceux-ci par secteur et par type de placement.

15. Instruments financiers (suite)

Juste valeur (suite)

Le placement dans GoviEx Uranium Inc. (« GoviEx »), société de ressources minérales à capital fermé qui se concentre sur l'exploration et le développement de propriétés uranifères au Niger, est inclus au poste « Placement ». La juste valeur du placement est évaluée de façon continue. La Société estime la juste valeur du placement dans GoviEx selon l'information la plus récente dont elle dispose sur ce placement en titres de capitaux propres d'une société fermée. En conséquence, ce placement est classé comme un instrument financier de niveau 3 selon la hiérarchie des justes valeurs de la Société, étant donné que l'information n'est pas fondée sur des données observables du marché. Si l'information disponible la plus récente n'est pas jugée appropriée pour déterminer adéquatement la juste valeur du placement dans GoviEx, la direction déterminera la juste valeur de ce placement en appliquant une approche de marché fondée sur la variation moyenne du cours des actions de sociétés ouvertes de référence ou sur un indice boursier pour une période donnée.

En février 2008, la Société a conclu une transaction avec GoviEx visant à combiner leurs intérêts dans les projets miniers d'uranium. Dans le cadre de cette transaction, la Société a vendu toutes ses actions de sa filiale Semafo Energy (Barbados) Limited, dans laquelle la Société avait déjà investi 2 151 000 \$, en contrepartie d'environ 12 % des actions en circulation de GoviEx à la date de la transaction. Cette transaction a généré un gain hors trésorerie de 17 849 000 \$ et des frais de transaction de 400 000 \$.

Au cours du deuxième trimestre de 2013, GoviEx a déposé une analyse technique et économique préparée par SRK Consulting (UK) Limited pour son projet uranifère de Madaouela, au Niger. Les paramètres économiques du scénario de base envisagé pour le projet utilisent un prix à long terme pour l'uranium de 70 \$ US/lb. Compte tenu du prix actuel de l'uranium sur les marchés, ce projet ne répond pas à nos critères de rentabilité minimale. De plus, GoviEx est engagé dans le processus de restructuration de sa dette, ce qui pourrait générer une dilution importante des participations de la Société dans GoviEx. En combinant la faible rentabilité du projet et la dilution potentiellement importante des participations de la Société, celle-ci a jugé que la juste valeur de son placement dans GoviEx avait diminué significativement et qu'il existe une évidence objective de perte de valeur.

Ainsi, pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, la Société a comptabilisé une perte de valeur de 19 600 000 \$ (néant en 2012) dans l'état consolidé du résultat. Toute perte de valeur pour un investissement dans un instrument de capitaux propres classé comme disponible à la vente est permanente et ne pourra être reprise dans le futur. Par conséquent, le placement dans GoviEx est évalué à sa juste valeur de néant et de 19 600 000 \$ au 30 septembre 2013 et au 31 décembre 2012 respectivement.

En 2011, la Société a investi 25 101 000 \$ dans des titres de capitaux propres cotés. Ce placement a été classé dans le niveau 1. Au cours du premier trimestre de 2012, la Société a investi une tranche supplémentaire de 4 813 000 \$, portant ainsi le placement courant total à 29 914 000 \$. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012, la Société a comptabilisé dans l'état des autres éléments du résultat global une perte s'élevant à 21 503 000 \$ en raison de la diminution de la juste valeur du placement courant. La Société a vendu ce placement courant au cours du deuxième trimestre de 2012 pour un produit de 5 617 000 \$, ce qui a donné lieu à une perte réalisée de 24 297 000 \$. La Société a reclassé cette perte en résultat net après la vente du placement.

Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux 1, 2 et 3 au 30 septembre 2013 ou au 31 décembre 2012.

16. Charges d'exploitation minière

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|-----------------------------------|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Coûts de production | 27 130 | 27 220 | 79 134 | 81 536 |
| Redevances gouvernementales | 2 355 | 2 724 | 8 781 | 10 054 |
| | 29 485 | 29 944 | 87 915 | 91 590 |

17. Charges administratives

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Corporatif – Charges administratives | 3 850 | 5 096 | 11 840 | 14 145 |
| Sites – Charges administratives | 320 | 517 | 1 165 | 1 827 |
| | 4 170 | 5 613 | 13 005 | 15 972 |

18. Rémunération fondée sur des actions

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|---|---|--------------|---|--------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Régimes d'options sur actions a) | 197 | 336 | 942 | 1 314 |
| Régimes d'unités d'actions restreintes b) | 1 839 | 1 027 | 1 137 | 1 174 |
| | 2 036 | 1 363 | 2 079 | 2 488 |

a) Options

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, aucune nouvelle option n'a été émise (64 000 options en 2012). En tout, 339 000 nouvelles options ont été émises en faveur d'administrateurs indépendants de la Société au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 (195 000 en 2012). La juste valeur de marché des options attribuées au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 s'est établie à 498 000 \$ (605 000 \$ en 2012). Les droits sous-jacents aux 339 000 nouvelles options ont été acquis immédiatement.

La charge de rémunération fondée sur des actions a été calculée d'après la juste valeur des options émises, au moyen du modèle d'évaluation de Black et Scholes et à l'aide des hypothèses moyennes pondérées suivantes :

| | Période de neuf mois terminée le 30 septembre | Période de neuf mois terminée le 30 septembre |
|---|--|--|
| | 2013 | 2012 |
| Dividende attendu par action | 1,27 % | 0 % |
| Volatilité prévue | 60 % | 60 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 1,35 % | 1,33 % |
| Durée de vie attendue | 5 ans | 5 ans |
| Juste valeur – moyenne pondérée des options émises | 1,47 \$ | 3,11 \$ |

La volatilité prévue a été déterminée d'après la volatilité historique.

18. Rémunération fondée sur des actions (suite)**a) Options** (suite)

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2013, le total de la charge de rémunération fondée sur des actions liée aux régimes d'options sur actions s'est élevé à 197 000 \$ (336 000 \$ en 2012) et a été inscrit en surplus d'apport.

Pour la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, le total de la charge de rémunération fondée sur des actions liée aux régimes d'options sur actions s'est élevé à 942 000 \$ (1 314 000 \$ en 2012) et a été inscrit en surplus d'apport.

En tout, 50 000 options ont été exercées au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 aux termes du régime initial, pour une contrepartie en trésorerie de 108 000 \$. De ce montant, une tranche de 41 000 \$ a été reclassée du surplus d'apport au capital social. Pour la même période de 2012, 214 000 options avaient été exercées aux termes du régime initial, pour une contrepartie en trésorerie de 315 000 \$. De ce montant, une tranche de 118 000 \$ avait été reclassée du surplus d'apport au capital social.

Les options octroyées aux employés, aux administrateurs, aux dirigeants et aux consultants aux termes des régimes sont présentées dans le tableau suivant :

| (en milliers, sauf le prix d'exercice moyen pondéré) | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013 | | Période de neuf mois terminée le 30 septembre 2012 | |
|---|--|--|--|--|
| | Nombre d'options (en milliers) | Prix d'exercice moyen pondéré \$ | Nombre d'options (en milliers) | Prix d'exercice moyen pondéré \$ |
| Solde au début de la période | 9 158 | 2,78 (2,77 \$ CA) | 9 265 | 2,66 (2,71 \$ CA) |
| Éteintes | (75) | 3,70 (3,81 \$ CA) | (88) | 7,12 (7,01 \$ CA) |
| Exercées | (50) | 2,17 (2,20 \$ CA) | (214) | 1,47 (1,45 \$ CA) |
| Émises | 339 | 3,06 (3,15 \$ CA) | 195 | 6,11 (6,01 \$ CA) |
| Solde à la fin de la période | 9 372 | 2,70 (2,78 \$ CA) | 9 158 | 2,81 (2,77 \$ CA) |
| Options pouvant être exercées à la fin de la période | 8 765 | 2,58 (2,65 \$ CA) | 7 221 | 2,56 (2,51 \$ CA) |

b) Unités d'actions restreintes (« UAR »)

Les activités relatives aux UAR pour les périodes terminées les 30 septembre 2013 et 2012 sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| | UAR non acquises |
|--|------------------|
| En circulation au 1 ^{er} janvier 2012 | 515 000 |
| Régime de 2012 | 810 000 |
| Annulées par renonciation | (3 000) |
| En circulation au 30 septembre 2012 | 1 322 000 |
| En circulation au 1 ^{er} janvier 2013 | 1 285 000 |
| Régime de 2013 | 1 857 000 |
| Annulées par renonciation | (174 000) |
| En circulation au 30 septembre 2013 | 2 968 000 |

Aucun droit sous-jacent aux UAR n'était acquis au 30 septembre 2013 (aucun en 2012).

18. Rémunération fondée sur des actions (suite)

b) Unités d'actions restreintes (« UAR ») (suite)

Le tableau ci-dessous présente la ventilation de la charge du régime d'unités d'actions restreintes :

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|--------------|---|--------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| Charge liée aux UAR en circulation | 1 410 | 1 802 | 4 161 | 2 800 |
| Crédit lié à la variation de la juste valeur du cours de l'action | 429 | (775) | (3 024) | (1 626) |
| | 1 839 | 1 027 | 1 137 | 1 174 |

19. Charges financières

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations | 75 | 54 | 226 | 166 |
| Autres | 121 | 73 | 712 | 169 |
| | 196 | 127 | 938 | 335 |

20. Participations ne donnant pas le contrôle

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Gouvernement du Burkina Faso – 10 % dans SEMAFO Burkina Faso S.A. | 863 | 1 282 | 4 841 | 5 481 |
| Gouvernement du Niger – 20 % dans la Société des Mines du Liptako (SML) S.A. | (295) | (883) | (11 763) | 172 |
| Gouvernement de Guinée – 15 % dans SEMAFO Guinée S.A. | 98 | (455) | (5 179) | (1 445) |
| | 666 | (56) | (12 101) | 4 208 |

21. Résultat par action

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|---|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| (en milliers de dollars, à l'exception des actions et des montants par action) | | | | |
| Résultat net des activités poursuivies attribuable aux actionnaires | 1 660 | 1 766 | 7 798 | 3 772 |
| Résultat net des activités abandonnées attribuable aux actionnaires | (4,391) | 5 750 | (64 294) | 14 335 |
| Résultat net de la période attribuable aux actionnaires | (2 731) | 7 516 | (56 496) | 18 107 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (de base) | 273 268 | 273 205 | 273 262 | 273 122 |
| Effet de dilution des options ¹ | 780 | 3 319 | 1 184 | 4 330 |
| Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (dilué) | 274 048 | 276 524 | 274 446 | 277 452 |
| Résultat de base par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat de base par action des activités abandonnées | (0,02) | 0,02 | (0,24) | 0,05 |
| Résultat de base par action | (0,01) | 0,03 | (0,21) | 0,07 |
| Résultat dilué par action des activités poursuivies | 0,01 | 0,01 | 0,03 | 0,02 |
| Résultat dilué par action des activités abandonnées | (0,02) | 0,02 | (0,24) | 0,05 |
| Résultat dilué par action | (0,01) | 0,03 | (0,21) | 0,07 |

¹ Quand la Société a inscrit une perte nette liée aux activités poursuivies attribuable aux actionnaires, la perte diluée par action est calculée à partir du nombre moyen pondéré de base d'actions ordinaires en circulation, l'effet des options étant antidilutif.

22. Engagements financiers

Obligations d'achat

Au 30 septembre 2013, les obligations d'achat totalisaient 9 213 000 \$. De plus, au 1^{er} octobre 2011, la Société a conclu une entente avec la Société Nationale d'Électricité du Burkina Faso, Sonabel, aux termes de laquelle la Société fera une avance pour la construction d'une ligne de transport à haute tension. Au 30 septembre 2013, la Société est engagée à faire une avance d'un montant résiduel de 5 071 000 \$ (2 458 000 000 FCFA) à Sonabel à l'égard de ce projet.

Redevances gouvernementales et taxes de développement

Au Burkina Faso, le taux de redevances sur les volumes expédiés est de 3 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or inférieur ou égal à 1 000 \$ l'once, de 4 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or se situant entre 1 000 \$ et 1 300 \$ l'once et de 5 % dans le cas d'un cours au comptant de l'or supérieur à 1 300 \$ l'once.

En 2013, la Société était assujettie à une redevance de 4 % et 5 %, dont le calcul se faisait à l'aide de la valeur au marché de détail des onces d'or vendues au moment de leur livraison. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 2 355 000 \$ (2 724 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 8 781 000 \$ (10 054 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Burkina Faso.

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5,5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Samira Hill payable à la République du Niger. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 747 000 \$ (1 028 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 2 869 000 \$ (3 516 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement du Niger.

22. Engagements financiers (suite)

Redevances gouvernementales et taxes de développement (suite)

La Société est assujettie à une redevance correspondant à 5 % de la valeur de marché des onces d'or vendues provenant de la mine Kiniero payable à la République de la Guinée. De plus, la Société doit investir 0,4 % de ses ventes d'or dans des projets locaux de développement. Au troisième trimestre de 2013, des redevances totalisant 385 000 \$ (363 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée. Au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre 2013, des redevances totalisant 1 090 000 \$ (692 000 \$ en 2012) ont été payées au gouvernement de la Guinée.

Redevance à la sortie de la fonderie – Mine Samira Hill

Par suite de l'acquisition de la participation ne donnant pas le contrôle que détenait Etruscan Resources Inc. (« Etruscan ») dans la filiale exploitant la mine Samira Hill au Niger, la Société est assujettie à une redevance à la sortie de la fonderie de 1,5 %. Cette redevance ne s'appliquera qu'une fois que la mine aura produit 750 000 onces d'or, calculées à compter du 1^{er} juillet 2009. Depuis le 1^{er} juillet 2009, la mine Samira Hill a produit un total de 207 300 onces. La Société s'est vu accorder un droit de premier refus qu'elle pourra exercer si Etruscan décide de vendre cette redevance.

23. Informations financières incluses dans le tableau consolidé des flux de trésorerie

a) Variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|---------------------------------------|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Clients et autres débiteurs | (3 274) | 15 890 | 3 389 | 22 987 |
| Provisions | (50) | – | (297) | – |
| Stocks | 1 323 | 1 741 | (4 655) | (7 817) |
| Autres actifs courants | 1 421 | 152 | 681 | (636) |
| Fournisseurs et charges à payer | (13 918) | 3 395 | (22 093) | (2 414) |
| Impôt sur le résultat à payer | (3 212) | (1 883) | (623) | (6 940) |
| | (17 710) | 19 295 | (23 598) | 5 180 |

b) Information supplémentaire sur les éléments hors trésorerie

| | Trimestres terminés les 30 septembre | | Périodes de neuf mois terminées les 30 septembre | |
|--|---|-------------------------------------|---|-------------------------------------|
| | 2013 | 2012 | 2013 | 2012 |
| | \$ | \$ | \$ | \$ |
| | | (montants retraités – note 6) | | (montants retraités – note 6) |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles attribuée aux frais différés d'exploration et de développement | 2 904 | 1 451 | 7 088 | 2 481 |
| Effet net de la dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles attribuée aux stocks ... | (2 483) | 494 | (112) | 1 048 |
| Nouvelles obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuées aux immobilisations corporelles | 284 | 256 | 928 | 639 |

24. Information sectorielle

La Société exerce ses activités d'exploration et d'exploitation au Burkina Faso. Ce site est géré séparément compte tenu de son différent emplacement géographique ainsi que de ses lois propres. Les secteurs opérationnels présentés rendent compte de la structure de gestion de la Société et de la manière dont la direction de la Société évalue la performance commerciale. La Société évalue la performance de ses secteurs opérationnels principalement en fonction du résultat opérationnel, comme le montrent les tableaux qui suivent.

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2013 | | |
|--|--|-------------------------------|-------------|
| | Mana, Burkina Faso \$ | Corporatif et autres \$ | Total \$ |
| Produits – Ventes d'or | 49 488 | – | 49 488 |
| Charges d'exploitation minière | 29 485 | – | 29 485 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 13 001 | 160 | 13 161 |
| Charges administratives | 320 | 3 850 | 4 170 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 8 | 230 | 238 |
| Rémunération fondée sur des actions | – | 2 036 | 2 036 |
| Résultat opérationnel | 6 674 | (6 276) | 398 |
| Immobilisations corporelles | 390 917 | 3 002 | 393 919 |
| Total de l'actif | 511 319 | 66 802 | 578 121 |

| | Trimestre terminé le 30 septembre 2012 ¹ | | |
|--|---|-------------------------------|--------------|
| | Mana, Burkina Faso \$ | Corporatif et autres \$ | Total \$ |
| Produits – Ventes d'or | 54 406 | – | 54 406 |
| Charges d'exploitation minière | 29 944 | – | 29 944 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 8 286 | 99 | 8 385 |
| Charges administratives | 517 | 5 096 | 5 613 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 1 173 | 400 | 1 573 |
| Rémunération fondée sur des actions | – | 1 363 | 1 363 |
| Résultat opérationnel | 14 486 | (6 958) | 7 528 |
| Immobilisations corporelles | 310 987 | 6 285 | 317 272 |
| Total de l'actif | 429 217 | 124 628 | 553 845 |

¹ Les montants ont été retraités aux fins de l'adoption de la norme IFRIC 20 et pour refléter les activités abandonnées. Se reporter à la note 6.

24. Information sectorielle (suite)

Période de neuf mois terminée
le 30 septembre
2013

| | Mana, Burkina Faso \$ | Corporatif et autres \$ | Total \$ |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|
| Produits – Ventes d'or | 175 847 | – | 175 847 |
| Charges d'exploitation minière | 87 915 | – | 87 915 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 30 633 | 530 | 31 163 |
| Charges administratives | 1 165 | 11 840 | 13 005 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 399 | 566 | 965 |
| Rémunération fondée sur des actions | – | 2 079 | 2 079 |
| Résultat opérationnel | 55 735 | (15 015) | 40 720 |

Période de neuf mois terminée
le 30 septembre
2012¹

| | Mana, Burkina Faso \$ | Corporatif et autres \$ | Total \$ |
|--|-----------------------------|-------------------------------|---------------|
| Produits – Ventes d'or | 202 690 | – | 202 690 |
| Charges d'exploitation minière | 91 590 | – | 91 590 |
| Dotation aux amortissements d'immobilisations corporelles | 24 035 | 343 | 24 378 |
| Charges administratives | 1 827 | 14 145 | 15 972 |
| Dépenses relatives à la responsabilité sociale corporative | 1 783 | 1 434 | 3 217 |
| Rémunération fondée sur des actions | – | 2 488 | 2 488 |
| Radiation d'immobilisations corporelles | 16 998 | – | 16 998 |
| Résultat opérationnel | 66 457 | (18 410) | 48 047 |

¹ Les montants ont été retraités aux fins de l'adoption de la norme IFRIC 20 et pour refléter les activités abandonnées. Se reporter à la note 6.



UNE EXPERTISE INTERNATIONALE^{MD}
UN ENGAGEMENT HUMAIN